

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
PROJETS DE RÉFORME
DES CONSEILS DE GUERRE

« Un jour viendra sûrement où seront constitués les états-unis d'Europe, mais avant que vienne ce moment suprême, il faut que tous les peuples restent appuyés sur la garde de leur épée autrement ils risqueraient de disparaître avant le grand jour ».

KANT.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 25 février 1909, à 2 heures 1/2

PAR

A. LE CORVAISIER DE SAINT-LAURENT

Président : M. SAUZET, professeur.

*Suffragants : } MM. LE POITTEVIN, professeur.
JACQUELIN, professeur.*

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
PROJETS DE RÉFORME
DES CONSEILS DE GUERRE

« Un jour viendra sûrement où seront constitués les états-unis d'Europe, mais avant que vienne ce moment suprême, il faut que tous les peuples restent appuyés sur la garde de leur épée, autrement ils risqueraient de disparaître avant le grand jour ».

KANT.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 25 février 1909, à 2 heures 1/2

PAR

A. LE CORVAISIER DE SAINT-LAURENT

Président : M. SAUZET, professeur.

*Suffragants : } MM. LE POITTEVIN, professeur.
JACQUELIN, professeur.*

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547514_0067

LES PROJETS DE RÉFORME

DES

CONSEILS DE GUERRE

AVANT-PROPOS

1. — De nombreuses monographies ont été publiées depuis dix ans sur la « réforme des conseils de guerre ». Elles s'attachaient surtout à mettre en lumière les principes fondamentaux sur lesquels doit reposer une bonne législation militaire, empruntaient aux criminalistes célèbres leurs appréciations et leurs théories, relevaient les critiques de praticiens autorisés. Leurs auteurs apportaient dans l'élaboration de leur thèse tout le sang-froid qui convient à des tacticiens préparant un plan de campagne, mais qui est plus difficile à conserver lorsqu'il faut l'exécuter sur le champ de bataille.

Ces monographies, dont beaucoup sont excellentes, ont aujourd'hui bien vieilli ! Pourquoi ? parce que si la question de la réforme des conseils de guerre était dans l'air, il y a dix ans, elle s'est posée depuis 1902

avec une insistance déconcertante, et que les adversaires des conseils de guerre ont fait, au cours de cette période, des pas de géant.

Deux causes ont contribué à précipiter la crise : d'abord un procès retentissant auquel on n'a pas craint de faire allusion dans l'exposé des motifs de certaines propositions issues de l'initiative parlementaire (1) ; ensuite la poussée des idées antimilitaristes qui comptent un nombre très appréciable de partisans sur les bancs de la Chambre. Sous l'empire de ces deux causes la question a fait une irruption violente dans le domaine de l'actualité.

Nous avons pensé qu'il n'était plus temps de demander aux criminalistes, même les plus autorisés, ce qu'ils pensaient d'une réforme sur laquelle le Parlement ne paraît pas disposé à les consulter. Notre étude s'est portée surtout, presque exclusivement, sur les documents parlementaires.

Ce n'est pas que nous nous interdisions de citer l'opinion de quelques-uns de nos auteurs les plus respectés, alors que la nôtre aurait trop peu de poids, mais nous sentons bien que les théories les plus étudiées et les mieux signées ne pèseront pas plus que les nôtres dans la balance.

Nous ne croyons pas que les conseils de guerre soient intangibles : ils peuvent admettre une organi-

1. V. proposition Messimy et Maujan du 17 oct. 1902.

sation basée sur une conception différente de la nôtre : la preuve en est que dans des pays voisins où l'on n'a pas à un moindre degré que chez nous le souci de la discipline, ils ne sont pas institués sur notre modèle.

Mais aujourd'hui il s'agit bien moins de la réforme des conseils de guerre que de leur suppression. Nous serons obligé de prendre le problème dans les termes où il est posé, et de suivre les adversaires de la justice militaire sur le terrain qui leur a été abandonné dans ces derniers temps par le gouvernement.

PREMIÈRE PARTIE

LES JUSTICES MILITAIRES AVANT 1899

CHAPITRE PREMIER

Historique des conseils de guerre

2. — Notre étude a un caractère trop actuel pour que nous nous attardions à un long historique. Si, néanmoins, nous considérons que les auteurs de propositions et de projets de loi sur la réforme ou la suppression des conseils de guerre ainsi que les rapporteurs des commissions de la Chambre, ont fait intervenir avec insistance ces considérations historiques dans leurs exposés de motifs ou dans leurs rapports, nous serons obligé de reconnaître que notre œuvre ne serait pas complète si nous faisons abstraction des enseignements de l'histoire.

« La question de la légitimité et de la nécessité

d'une justice militaire est, dit M. Émile Morlot, aussi ancienne que l'existence des armées (1). »

3. — « Dans notre pays, ce fut à l'époque des premiers vestiges des armées permanentes qu'il fut question, peut-être pour la première fois, de la justice militaire » (2).

Cette assertion n'est pas tout à fait exacte, puisque M. Morlot lui-même signale une ordonnance de Charles VI de 1413 (la création de l'armée permanente ne remonte qu'à 1439) qui recommande aux capitaines de livrer les pillards à la justice, sous peine d'être exposés eux-mêmes à des réparations civiles.

Il est à remarquer qu'aux termes de cette ordonnance, c'est la justice ordinaire qui est appelée à sévir.

Charles VII légiféra à maintes reprises pour réprimer les excès des troupes mercenaires. Nous relevons sous son règne une ordonnance du 30 octobre 1437, neuf édits dans la seule année 1438 (3 février, 5 avril, 14 avril, 17 mai, 7 juillet, 19 septembre, 29 septembre, 22 novembre, 22 décembre 1438) la dernière de ces mesures législatives donne pouvoir au prévôt de Paris d'arrêter les gens de guerre « fai-

1. Rapport fait au nom de la commission de la réforme du Code de justice militaire chargée d'examiner le projet et les propositions de loi tendant à la réforme du Code de justice militaire par M. Émile Morlot, député (annexe au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1904).

2. *Ibid.*, p. 3.

sant dommage aux sujets du roy ou leurs capitaines et de faire réparer les dits dommages ».

Il ne s'agit dans ces divers édits que de la réparation des dommages causés par les soldats. Le caractère pénal apparaît dans l'ordonnance du 2 novembre 1439 qui place sous l'incrimination de lèse-majesté « les pilleries et vexations des gens de guerre » (1). Mais les militaires ne sont pas encore soustraits aux juridictions de droit commun.

4. — Il faut aller pour trouver l'organisation d'une véritable juridiction militaire jusqu'à l'ordonnance de 1514 (règne de Louis XII) sur les droits du connétable et des maréchaux de France. Cette ordonnance leur attribue la connaissance, en première instance, de tous les excès, crimes et délits perpétrés par les soldats soit dans leurs garnisons, soit en campagne (2).

5. — François I^{er} dans sa déclaration de 1535 introduit une distinction qu'il est important de retenir à l'occasion des discussions contemporaines : les tribunaux militaires ne doivent connaître des crimes commis par les soldats qu'en campagne, mais en tout autre temps, la compétence appartient aux juges ordinaires.

L'édit de l'année précédente (24 juillet 1534) a ins-

1. H. Séreau. *Les conseils de guerre de l'armée de terre, leur composition*, thèse Paris, 1901, p. 29.

2. Rapp. Morlot, p. 3.

titué les délits militaires proprement dits, en édictant des peines contre la mutinerie, l'abandon de poste, la désertion, l'intelligence avec l'ennemi.

Les principes posés dans la déclaration de 1535 réglementent la compétence en matière de justice militaire jusqu'au xvi^e siècle. « Ils furent observés tant bien que mal pendant la seconde moitié du xvi^e siècle, mais pas d'une façon tellement absolue qu'Henri IV ne fut obligé, en 1597, de rappeler aux gouverneurs et aux lieutenants généraux qu'ils devaient envoyer les délinquants devant les cours de Parlement (1). »

6. — Le Code Michaud (ordonnance de 1629) délimite avec précision la compétence des prévôtés militaires. Les prévôtés ne peuvent procéder que contre les gens de guerre et seulement pour délits militaires et prévôtaux, non pour d'autres faits.

Sous Louis XIV, nous pouvons relever un certain nombre de dispositions législatives importantes. Notons l'ordonnance de 1652 qui prescrit d'appeler le prévôt ou un officier qui le représente, dans toutes les affaires de droit commun jugées par les tribunaux ordinaires, lorsqu'un militaire est inculpé (2).

1. Rapp. Morlot, p. 4.

2. Cette idée de juridictions combinant l'élément civil et l'élément militaire hantera l'esprit de plus d'un auteur de proposition ou de projet du xx^e siècle. V. *infra* proposition Delpach, projet de la commission (rapport Labori), etc.

7. — Le nom de conseil de guerre est employé, pour la première fois, pour désigner les juridictions militaires, dans une ordonnance de 1665. On trouve dans cette ordonnance un grand nombre des règles qui régissent encore l'institution. Le tribunal ainsi désigné ne pouvait se réunir que sur l'autorisation du major général de l'armée, sollicitée par le major du régiment dont l'accusé faisait partie. Il se composait de sept officiers de ce régiment nommés par le commandant de corps.

« Le major du régiment instruisait l'affaire : c'est lui aussi qui à l'audience remplissait le rôle de ministère public. L'accusé prêtait serment (1) et l'interrogatoire terminé (2), le président recueillait les voix en commençant par le dernier juge. L'avis le plus doux prévalait dans les jugements, si le plus sévère ne l'emportait pas de deux voix (3). »

∴

8. — *La justice militaire après la Révolution.* — L'armée française, après la Révolution, avait subi une

1. On sait que cette prestation de serment de l'accusé était un des vices les plus vivement et les plus justement reprochés à la procédure pénale antérieure à la Révolution.

2. Il n'y avait pas de défenseur, c'est-à-dire que les choses se passaient comme dans les procédures réglées à l'extraordinaire.

3. Séreau, *op. cit.*, p. 39 et 40. On reconnaît dans la dernière disposition citée l'origine de la minorité de faveur.

importante transformation qu'on aurait pu invoquer dès lors au profit des idées actuellement en faveur. Depuis le commencement de l'année 1790, l'armée française ne devait plus contenir de troupes étrangères, elle ne comprenait que des citoyens français qui conservaient leur caractère nonobstant les absences nécessitées par le service. D'autre part, la Déclaration des droits de l'homme proclamait que « nul ne pouvait être distrait de ses juges naturels ».

9. — La rigueur des principes ne devait-elle pas conduire l'Assemblée constituante à supprimer toute juridiction militaire, et à rendre les militaires aux juridictions de droit commun ? Ce n'est cependant pas sur ce fondement que fut basée l'institution des « cours martiales » (29 oct. 1790).

Ces cours martiales comportaient un jury d'accusation et un jury de jugement. Le jury d'accusation était composé de neuf militaires de grade variant avec celui de l'accusé : il décidait s'il y avait lieu ou non de suivre contre l'inculpé. Le jury de jugement était également composé de neuf membres, choisis par voie de récusation ou de tirage au sort, au gré de l'accusé, sur une liste de trente-six jurés : il statuait sur la condamnation ou la décharge du prévenu (1).

10. — Cette organisation fut abolie par les lois du 12 mai 1793 et du 3 pluviôse an II. La Convention

1. Rapp. Morlot, p. 5.

par la première de ces lois substitua aux cours martiales les tribunaux criminels militaires, suivant les troupes en campagne, jugeant avec l'assistance du jury. La loi du 3 pluviôse an II eut surtout pour but d'étendre l'action des tribunaux révolutionnaires sur les armées (1). Sous le nouveau régime, les troupes stationnées hors de l'arrondissement des armées étaient justiciables des tribunaux ordinaires. Au correctionnel on jugeait à trois juges dont un non militaire. Au criminel il y avait un jury de jugement composé de cinq militaires et de quatre civils.

11. — La loi du 3 pluviôse an II fut elle-même, après la paix de Bâle, remplacée par la loi du deuxième jour complémentaire de l'an III (17 sept. 1795) qui créa des conseils de guerre ou conseils militaires, pour juger les délinquants militaires. Le conseil de guerre, uniformément composé de trois officiers, de trois sous-officiers et de trois soldats, appliquait le Code pénal de droit commun (2), mais jouissait d'un privilège alors refusé aux juges de droit commun, celui de commuer ou de diminuer les peines, suivant que les circonstances atténueraient plus ou moins la gravité des faits (3).

1. Séreau, *op. cit.*, p. 44.

2. Rapp. Morlot, p. 5. Séreau, *op. cit.*, p. 45.

3. Les peines ne se mouvaient point alors entre un maximum et un minimum : elles étaient fixes et le système des circonstances atténuantes était inconnu.

12. — Cette nouvelle organisation fut aussi éphémère que ses trois devancières. Elle fut remplacée sous le Directoire (13 brumaire an V, 18 vendémiaire an VI).

La loi du 13 brumaire an V institua un conseil de guerre permanent par division militaire. La loi du 18 vendémiaire an VI créa les conseils de revision permanents. Cette législation n'a subi, depuis, que des retouches de détail de médiocre importance, et notre organisation actuelle de la justice militaire, si critiquée, si attaquée, peut passer pour un legs du Directoire. Chaque conseil de guerre se composait d'un colonel, président, d'un chef de bataillon, de deux capitaines, d'un lieutenant, d'un sous-lieutenant, et d'un sous-officier, avec un capitaine rapporteur, un greffier, et un officier remplissant les fonctions de commissaire du pouvoir exécutif. Il existait une composition spéciale du tribunal pour le jugement des officiers généraux ou supérieurs (loi du 5 fructidor an V).

13. — Enfin une législation spéciale, à l'usage des militaires, fait alors son apparition. C'est le Code « des délits et des peines pour les troupes de la République » (loi du 21 brumaire an V) (1).

1. Rapp. Morlot, p. 6.



14. — Si le gouvernement de Bonaparte premier consul ou empereur songea, sans avoir d'ailleurs le temps de donner suite à cette idée, à réformer et à adoucir le Code pénal militaire, il ne toucha point à l'organisation des justices militaires.

Vint la charte de 1814 qui déclara supprimer les commissions et tribunaux extraordinaires « à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit », mais cette promesse, qui n'avait pas prévu les Cent Jours, demeura à l'état de lettre morte.

En 1826, un projet présenté à la Chambre des pairs, et relatif à l'organisation des tribunaux militaires, à leur compétence et à leur procédure, n'eut aucune suite. Un nouveau projet venait d'être soumis à la Chambre des députés quand éclata la Révolution de 1830, qui interrompit les travaux.

15. — Après des tentatives ébauchées sous le règne de Louis-Philippe, tentatives qui ne purent aboutir, le second Empire arriva enfin à faire voter le 8 mai 1857 et ratifier par les sénateurs le 8 août suivant un nouveau Code de justice militaire, qui est encore en vigueur.

C'est à cette législation de 1857, assurément vieillie et qui n'a jamais été d'ailleurs à l'abri de toute critique, que les membres du Parlement livrent l'assaut furieux dont nous faisons l'objet de notre étude.

Jusqu'à ces dernières années il n'était question que de réformer le Code de justice militaire et notamment ce qui avait trait à l'organisation et au fonctionnement des conseils de guerre.

Aujourd'hui il s'agit non plus de réformer les conseils de guerre, mais de les détruire. Les projets d'amendement sont devenus de véritables projets de suppression. Avant d'étudier ces projets (au sens large) qui émanent soit du gouvernement, soit de l'initiative parlementaire, nous croyons utile de définir, dans notre plus prochain chapitre, les grandes lignes de l'institution à laquelle ils s'attaquent.

CHAPITRE II

Organisation actuelle de la justice militaire

16. — L'armée et la flotte exercent aujourd'hui la juridiction sur tous les individus dont elles sont composées. Est-ce une bonne ou une mauvaise chose ? C'est une question qui sera discutée plus loin. Nous nous contentons, quant à présent, de constater qu'en l'état actuel, lorsqu'une infraction est commise par un militaire ou par un marin, il est procédé tant à l'instruction qu'au jugement par des supérieurs et des pairs de l'inculpé (1).

Nous distinguerons tout à l'heure entre les juridictions d'instruction et les juridictions de jugement, mais nous croyons devoir faire précéder cette étude

1. Par des supérieurs bien plutôt que par des pairs. Les pairs de l'inculpé ne sont représentés la plupart du temps que par un membre du tribunal, deux au plus, et quand l'inculpé est un caporal, brigadier ou soldat, ils ne sont pas représentés du tout. « Les décisions des conseils de guerre, dit M. Berthélemy, sont des jugements par les chefs. » Berthélemy : *Traité élémentaire de dr. administratif*, p. 367, note 2).

de détail, d'un coup d'œil général sur l'ensemble de l'organisation des justices militaires.

..

17. — Il existe un conseil de guerre permanent dont la mission est de rendre la justice pendant l'état de paix au chef-lieu de chacune des circonscriptions territoriales désignées à l'intérieur sous le nom de « région de corps d'armée » et en Algérie sous le titre de « division militaire » (1).

Les conseils de guerre sont au total au nombre de 27, savoir :

En France : vingt-deux conseils de guerre, dont dix-neuf au chef-lieu de chacun des dix-neuf corps d'armée, deux à Paris et un à Lyon.

En Algérie : quatre conseils de guerre dont trois au chef-lieu de chacune des provinces et un autre à Oran.

En Tunisie : un conseil de guerre jugeant comme conseil d'armée.

18. — Le personnel d'un conseil de guerre comprend : 1° des juges ; 2° des membres du ministère public ; 3° des fonctionnaires chargés de l'instruction préalable.

19. — A. *Les juges.* — Le conseil de guerre permanent est composé d'un colonel ou lieutenant-colo-

1. *Code de justice militaire*, art. 2.

nel, président, et de six juges, savoir : un chef de bataillon, ou chef d'escadron ou major, deux capitaines, un lieutenant, un sous-lieutenant ou à défaut un deuxième lieutenant, un sous-officier (1). Cette composition du conseil de guerre subsiste tant qu'il s'agit du jugement d'un sous-officier, d'un caporal ou brigadier, ou d'un simple soldat. Mais elle se modifie dès qu'il s'agit de statuer sur un crime ou délit commis par un officier. Il est en principe admis aujourd'hui qu'en matière militaire le supérieur ne peut être jugé par un inférieur. En ce point la législation de 1857 diffère du système de la loi du 17 septembre 1795, qui composait uniformément le conseil de guerre de trois officiers, trois sous-officiers et trois soldats, ce qui était assurément fort démocratique, mais ce qui n'était point une garantie de bonne justice, car l'inférieur pouvait se montrer ou trop indulgent par crainte des représailles d'un supérieur acquitté, ou apporter dans le jugement de l'affaire des rancunes peu compatibles avec l'impartialité nécessaire en pareil cas.

Un tableau annexé à l'article 10 du Code de justice militaire détermine les grades des juges appelés à composer le tribunal dans le cas où il s'agit de juger un officier.

Lorsque l'accusé est un maréchal de France, les

1. *C. de justice militaire*, art. 3.

maréchaux de France sont appelés, suivant l'ordre d'ancienneté, à siéger dans les conseils de guerre (1).

Lorsqu'il y a insuffisance d'officiers ayant le grade requis, le général commandant la circonscription appellera, pour concourir au jugement, des officiers d'un grade égal à celui de l'accusé ou d'un grade immédiatement inférieur (2).

Il y a encore dérogation au principe en ce qui concerne les crimes et délits commis à l'audience.

Enfin, aux trois cas exceptionnels prévus par la loi, la jurisprudence en ajoute un quatrième : un sous-officier peut participer au jugement d'un autre sous-officier bien que celui-ci soit son supérieur : ainsi un sergent-major peut être valablement jugé par un sergent (3).

S'il y a plusieurs accusés de différents grades, la composition du conseil de guerre est déterminée par le grade ou le rang le plus élevé (4).

Le législateur de 1857 ne s'est pas exposé au reproche que l'on formulait à bon droit contre les auteurs de la loi de brumaire an V : sous l'empire de cette loi la composition du conseil de guerre était laissée à l'arbitraire du général commandant la circonscription. « Ce ne sont pas des tribunaux, a-t-on pu écrire

1. C. J. M., art. 11.

2. C. J. M., art. 10.

3. Cons. Revision, Lyon, 27 mai 1874.

4. C. J. M., art. 14.

alors, que les conseils de guerre, ce sont des « commissions militaires » (1).

Aujourd'hui le général commandant la circonscription territoriale dresse, sur la présentation des chefs de corps, un tableau, par rang de grade et d'ancienneté, des officiers et sous-officiers de la circonscription qui peuvent être appelés à siéger comme juges dans le conseil de guerre. C'est donc suivant leur ordre d'inscription sur le tableau, prescrit par l'article 19 du Code de justice militaire, que sont appelés à siéger au conseil les officiers et sous-officiers. On ne peut donc attribuer au conseil de guerre le caractère si justement reproché sous l'ancien régime aux commissions instituées en vue de l'exercice de la justice retenue, d'être une juridiction créée dans le but de condamner ou d'acquitter tel ou tel accusé. On sait avant l'affaire qui doit juger. En cas d'empêchement, justifié par une cause légitime, le remplaçant du juge empêché n'est pas désigné arbitrairement par le général commandant la circonscription : c'est l'officier ou le sous-officier de même grade qui suit immédiatement dans l'ordre du tableau le magistrat militaire qu'une circonstance quelconque met dans l'impossibilité de siéger.

Un danger, a-t-on dit, menaçait le magistrat mili-

1. Foucher : *Administration de la justice militaire en France et en Angleterre*, 1825. — V. aussi : *Des conseils de guerre et des réformes dont ils seraient susceptibles*, Pernot, thèse Paris, 1901, p. 18.

taire : « Il fallait le mettre à l'abri de l'influence de ses collègues qui, ici plus que devant tout autre tribunal, était à redouter à raison de la grande disparité de situation qui sépare les différents juges du conseil de guerre : le président est colonel et l'un des juges est sous-officier (1). » Pour assurer l'indépendance de tous les magistrats appelés à participer au jugement, le Code de justice militaire prescrit au président de recueillir les voix en commençant par les grades inférieurs (2).

20. — B. *Le ministère public*. — Les fonctions du ministère public sont remplies près les conseils de guerre par les commissaires du gouvernement et leurs substituts.

Il semblerait, au premier coup d'œil, que les attributions du commissaire du gouvernement près les conseils de guerre sont à peu près celles du procureur de la République près les tribunaux de droit commun. Remarquons toutefois que l'initiative de la poursuite des crimes et délits ne lui appartient pas, elle est remise aux mains du commandant de corps d'armée (3).

Les commissaires du gouvernement sont pris parmi les officiers supérieurs, les capitaines, les sous-in-

1. Pernot, *op. cit.*, p. 31.

2. C. J. M., art. 131.

3. C. J. M., art. 99.

tendants militaires ou adjoints, soit en activité, soit en retraite (1).

Ils sont nommés par le ministre de la Guerre (2). Lorsqu'ils sont choisis parmi les officiers en activité, ils sont nommés sur une liste de présentation dressée par le général commandant la circonscription où siège le conseil de guerre.

Quant aux officiers en retraite ou en réforme, ils doivent réunir, pour être appelés aux fonctions de commissaire du gouvernement, les conditions d'aptitude suivantes : 1° Avoir moins de 60 ans ou 63 ans suivant que le candidat est capitaine ou chef de bataillon ; 2° avoir exercé au cours de l'activité pendant trois années consécutives, ou pendant des périodes diverses s'élevant ensemble à trois années, les fonctions de commissaire du gouvernement, de rapporteur ou de substitut (3).

Lorsqu'il y a lieu à modification de la composition du conseil de guerre à raison du grade de l'accusé, il faut observer la règle que les fonctions de commissaire du gouvernement doivent être remplies par un officier de grade égal ou supérieur à celui de l'accusé. Toutefois, si ce dernier était un maréchal de France, les fonctions de commissaire du gouverne-

1. C. J. M., art. 7.

2. C. J. M., art. 9.

3. Règlement du 16 sept. 1834.

ment pourraient être remplies par un général de division.

Le commissaire du gouvernement peut être assisté d'un ou de plusieurs substituts. Ceux-ci sont pris parmi les officiers en activité dans la circonscription et sont nommés par le général commandant la circonscription où siège le conseil de guerre (1).

21. — Et maintenant, voyons à l'œuvre le commissaire du gouvernement. C'est lui qui reçoit l'ordre d'informer et le transmet au rapporteur : cette transmission constitue le pendant du réquisitoire introductif, par lequel, dans les juridictions de droit commun, le procureur de la République saisit le juge d'instruction. Mais il faut retenir ce que nous avons dit plus haut que le commissaire du gouvernement n'a aucune initiative et qu'il ne fait qu'exécuter l'ordre du commandant de la circonscription.

L'instruction terminée c'est bien au commissaire du gouvernement que le rapporteur (le juge d'instruction militaire) transmet les pièces, ce qui rappelle l'ordonnance de « soit communiqué » du droit commun, mais le commissaire du gouvernement se borne à adresser le dossier au général commandant la circonscription, avec ses conclusions ; ses conclusions, disons-nous, et non son réquisitoire définitif : un inférieur ne requiert pas son supérieur. Là encore,

1. C. J. M., art. 9.

nous trouvons un de ces points sur lesquels la procédure militaire s'écarte du Code d'instruction criminelle.

22. — Nous avons accompagné le commissaire du gouvernement au cours de l'instruction, nous le suivrons à l'audience. On a pu dire que son rôle ne commençait qu'au seuil de l'audience, puisque c'est après avoir reçu le dossier des mains du rapporteur qu'il fait son premier acte personnel, c'est-à-dire ses conclusions.

Ce n'est qu'après l'ordre de mise en accusation qu'il a ses coudées franches : « il échappe alors à toute censure et acquiert des pouvoirs personnels, tout en devant toujours compte de ses actes à l'autorité supérieure dont il est le délégué (1).

Aussitôt après avoir reçu du général commandant l'ordre de mise en accusation, le commissaire du gouvernement notifie cet ordre à l'accusé, ainsi que la liste des témoins qu'il se propose de faire citer, puis il l'avertit, sous peine de nullité, que s'il n'a pas encore fait choix d'un défenseur il lui en sera nommé un d'office par le président (2).

A l'audience, les fonctions du commissaire du gouvernement ne diffèrent plus de celles des représen-

1. A. Oudin : *Des modifications nécessaires dans l'organisation et le fonctionnement des conseils de guerre en temps de paix*. Thèse, Paris, 1901, p. 83.

2. C. J. M., art. 109, 127, 128, 130.

tants du ministère public des tribunaux de droit commun. Il peut intervenir à chaque incident qui se produit, prendre des réquisitions, interpellé l'accusé et les témoins, demander l'arrestation d'un faux témoin, requérir note de toutes les variations.

Enfin, il prononce son réquisitoire, conclut oralement, et réplique à la défense, qui cependant, comme à la Cour d'assises, conserve le droit de parler la dernière (1).

23. — Ajoutons que les commissaires du gouvernement ont des attributions administratives qui sont assez analogues à celles des procureurs de la République, et d'autres qui sont, dans les tribunaux de droit commun, dévolues au président du tribunal : c'est ainsi qu'ils doivent surveiller la tenue intérieure du greffe, l'ordre et la régularité des registres contenant les minutes des jugements.

Ils doivent aussi veiller à ce que la détention préventive ne se prolonge pas par suite de la négligence du rapporteur (2).

24. — C. *Le rapporteur*. — Le rapporteur est le juge d'instruction des justices militaires. Cependant, il a une situation bien inférieure à celle de son collègue des tribunaux civils, puisqu'il est privé de tout pouvoir juridictionnel : lorsque son instruction est

1. C. J. M., art. 130.

2. Circulaire ministérielle, 28 mai 1834.

terminée, il ne statue point sur les conséquences à en tirer, il ne rend point d'ordonnance. La décision sur le non-lieu, le renvoi devant le conseil de guerre, ou la nécessité d'un complément d'information est prise par le général commandant la circonscription. Le rapporteur se borne, dans un rapport motivé, à émettre son avis sur la suite à donner à l'affaire.

Les rapporteurs sont, comme les commissaires du gouvernement, pris parmi les officiers supérieurs, les capitaines, les sous-intendants militaires ou adjoints soit en activité, soit en retraite (1). Le rapporteur peut être assisté d'un ou plusieurs substituts, nommés par le général commandant la circonscription où siège le conseil. Quant au rapporteur lui-même, il est nommé par le ministre de la Guerre.

25. — D. *Les greffiers.* — Les greffiers et commis-greffiers, chargés de tenir la plume soit à l'instruction, soit à l'audience, se recrutent, aujourd'hui, dans le corps des officiers d'administration (2). Les commis-greffiers n'ont que le rang d'adjudant (3).

Les greffiers demeurent toujours en fonction, quel que soit le grade de l'accusé déféré au conseil de guerre.

1. C. J. M., art. 7.

2. Voir pour leur mode de nomination et leur position décrets du 6 septembre 1875 et 8 février 1879.

3. Nommés par le ministre de la Guerre conformément aux dispositions de la décision ministérielle du 12 avril 1889.

26. — *Conseils de revision.* — Nous ne parlerons des conseils de revision qu'au passé, car ils ont cessé d'exister et leurs attributions ont été transportées à la Cour de cassation. Les conseils de revision étaient au nombre de trois (un à Paris, un à Alger, un à Saïgon).

Ils étaient composés d'un président général de brigade, et de quatre juges, savoir : deux colonels ou lieutenants-colonels, deux chefs de bataillon ou chefs d'escadron ou majors (1).

Les fonctions de commissaire du gouvernement y étaient remplies par un officier supérieur ou un sous-intendant militaire.

Les conditions de nomination des greffiers et commis-greffiers ne différaient pas de celles que nous avons indiquées plus haut pour les conseils de guerre (2).

Les conseils de revision étaient de véritables cours de cassation militaires. Ils ne statuaient point sur le fond de l'affaire, leur rôle se bornait à rejeter le pourvoi ou à annuler le jugement du conseil de guerre.

Si le jugement était annulé pour incompétence *ratione materiæ* de la juridiction militaire, les pièces étaient transmises au procureur de la République près le tribunal du lieu où siégeait le conseil (3).

1. C. J. M., art. 27.

2. Voyez *supra*, n° 25.

3. C. J. M., art. 167.

Si le conseil de revision prononçait l'annulation pour tout autre motif, il y avait lieu à renvoi devant le conseil de guerre d'une circonscription voisine.

Signalons ici deux particularités par lesquelles le rôle du conseil de revision se différenciait de celui de la Cour de cassation : lorsque le jugement du conseil de guerre était annulé pour violation des formes de la procédure, celle-ci était recommencée à partir du premier acte nul.

En cas d'annulation pour fausse application de la peine aux faits dont l'accusé avait été déclaré coupable, la déclaration de culpabilité était maintenue, et l'affaire n'était renvoyée devant le nouveau conseil de guerre que pour l'application de la peine.

Nous croyons inutile d'insister sur cette organisation qui a disparu de nos institutions militaires (1).

1. Voyez *infra*, n° 56.

CHAPITRE III

Critique de la Législation actuelle

27. — Même avant le début de la campagne aujourd'hui dirigée contre les conseils de guerre, leur organisation n'avait point échappé à toute critique, il est peut-être malheureux qu'ils n'aient pas fait, au moment de la transformation de notre armée en une « nation armée », l'objet d'une réforme, opérée sans passion, sans parti pris. Ils seraient mieux armés pour résister à l'assaut qui leur est livré aujourd'hui moins à raison de leurs imperfections qu'en haine de décisions qu'ils ont rendues, mais qui s'autorise néanmoins des tares que leurs défenseurs eux-mêmes sont obligés de reconnaître.

∴

28. — Un des griefs les plus souvent allégués contre les conseils de guerre, et peut-être un de ceux auxquels il est le plus difficile de répondre, c'est l'incapacité juridique des magistrats qui les composent :

on peut être un excellent militaire et n'être pas fort en droit (1).

Les membres des tribunaux militaires ne sont pas, comme les jurés, de simples juges du fait : ce sont des juges du fait et du droit. Cette simple formule donne la mesure de la difficulté d'une tâche qu'ils acceptent sans enthousiasme, et à laquelle ils n'ont été préparés, ni par leurs études, ni par leurs habitudes professionnelles.

29. — Et si nous pouvons dire cela des juges, que devons-nous penser du président ? Son influence est d'autant plus grande, sa responsabilité d'autant plus lourde que ses assesseurs sont moins à la hauteur de leur tâche. Comment le président, une fois rentré dans la chambre du conseil, résumera-t-il les débats ? Il n'y est point obligé, sans doute, « mais il est évident, cependant, comme le dit Pradier-Fodéré, qu'une fois dans la salle des délibérations, il agira sagement en résumant le pour et le contre (2). »

« Les simples juges, du moins, n'ont qu'à écouter ; ils le font consciencieusement, en cherchant à se faire une opinion, mais sans se préoccuper de savoir si l'on conserve vis-à-vis de l'accusé les règles tutélaires du droit. Il en va tout autrement du président qui doit diriger les débats, veiller à la stricte observation des

1. V. Janesson : *Réforme des conseils de guerre*, préface.

2. Pradier-Fodéré : *Introduction au G. J. M.*, p. 263.

règles posées par la loi, et poser les questions sur lesquelles devra se prononcer le conseil de guerre. C'est une tâche lourde et difficile à laquelle ne suffisent pas toujours les magistrats de carrière qui président les assises. Ici, c'est un officier supérieur que l'on arrache à ses occupations professionnelles pour lui confier cette délicate besogne. Il la remplit de son mieux, mais quel défaut de garanties n'est-ce pas encore pour l'accusé ? Il n'est pas jusqu'à la façon de rendre le jugement où l'on ne puisse craindre l'influence du supérieur sur l'inférieur. Sans doute, c'est le juge le moins élevé en grade qui doit parler le premier, mais son indépendance est-elle assez grande pour pouvoir, en toute liberté, donner son avis, lorsque cet avis n'est pas conforme à l'opinion qu'il sait être celle des supérieurs qui siègent à côté de lui (1). »

Ce sont là des idées évidentes qui ont donné prétexte à de longues déclamations et qui cependant peuvent s'exprimer en quelques mots (2).

30. — Si du président nous passons au commissaire du gouvernement, notre inquiétude augmentera encore. Sa tâche est très compliquée : pendant l'instruction, il surveille les affaires, prend toutes les réquisi-

1. Rapp. Morlot, p. 12. Conf. Chanson : *Justice militaire pour l'armée de terre*, p. 195 et s.

2. Conf. Guyon, *Revue politique et parlementaire*, « Sur le fonctionnement des conseils de guerre en temps de paix ».

tions qu'il croit utiles et joint ses conclusions à celles du rapporteur.

A l'audience, son attention se porte particulièrement sur les formalités substantielles comme la prestation de serment des témoins, les interpellations à adresser à l'accusé après chaque déposition..... sur les récusations de témoins. Il fait ses réquisitions sur tous les incidents qui peuvent se produire, parce qu'aucun jugement ne peut être rendu sans qu'il ait été entendu.

« ... Il prononce son réquisitoire. Après la séance, il fait lire les jugements aux condamnés et aux acquittés. Il prévient les condamnés que la loi leur accorde un délai de vingt-quatre heures pour se pourvoir en revision.

« S'il reconnaît que le jugement rendu contre un accusé n'est pas régulier en la forme, ou que la loi a été mal appliquée, il est de son devoir de recourir en révision pour en faire prononcer l'annulation (1). »

On est quelque peu effrayé du rapprochement entre la complexité de la fonction et l'inexpérience du magistrat qui est appelé à la remplir.

31. — Au conseil de guerre il n'y a qu'un seul professionnel, le greffier (2).

1. Sureau, *op. cit.*, p. 85 et 86.

2. On pourrait observer qu'il en est de même au tribunal de commerce et que l'on n'a pas eu l'idée, jusqu'ici, d'accuser les tribunaux de commerce de mal rendre la justice.

Il s'ensuit que le greffier a une part très grande, trop grande, d'influence sur les débats. « On pourrait dire du greffier actuel de nos conseils de guerre qu'il en est l'âme. Il en est en tous cas le rouage le plus essentiel, et cependant il ne devrait être qu'un auxiliaire.

« Ce qui lui donne son autorité et sa place prépondérante, visible surtout pour ceux qui ont fréquenté la justice militaire, c'est qu'il est son organe permanent, le seul qui puisse acquérir petit à petit les notions juridiques et la connaissance approfondie du droit militaire.

« Son expérience est si certaine, que les officiers supérieurs, qui font partie des conseils, ne craignent pas de le consulter chaque fois qu'une question est embarrassante (1). »

Un article plein de verve publié dans le *Spectateur militaire* nous montre l'embarras d'un commissaire du gouvernement surpris par un incident d'audience sur lequel le président le prie de donner son avis, perdant la tête, « le complaisant greffier trop heureux de se produire et voulant prendre la parole, l'avocat le prenant de très haut, narguant le malheureux organe du ministère public et récusant publiquement ce nouvel adversaire » (2).

1. A. Oudin, *op. cit.*, p. 72

2. *Spectateur militaire*, cité par Sureau, *op. cit.*, p. 90.

32. — Tout ce qui vient d'être dit sur le commissaire du gouvernement, peut être appliqué au rapporteur. « Voilà l'accusé en présence du rapporteur :... c'est généralement un vieil officier en retraite qui a tous les préjugés que nous crée à tous une longue pratique professionnelle, mais qui, en revanche, n'a ni expérience juridique, ni connaissances du droit. Heureux quand il n'est pas d'avis que la justice militaire n'est pas comme l'autre justice !... »

« Ce juge d'instruction ne rend pas d'ordonnance, il est vrai, mais il établit un rapport. Ce document servira d'abord à éclairer le général à qui il appartient d'ordonner soit la mise en liberté du prévenu, soit sa mise en jugement, ensuite aux juges du conseil de guerre devant lequel on le lira comme, à la cour d'assises, on lit l'acte d'accusation pour exposer l'affaire aux jurés. On conçoit le rôle capital que joue ce rapport dans un procès au conseil de guerre, et combien il serait important pour l'accusé qu'il fût établi par un magistrat éclairé, expérimenté, sans idées préconçues et ayant de larges connaissances juridiques (1).

33. — Le rôle du général commandant la circonscription militaire a été lui aussi très attaqué, même, et peut-être surtout, par les plus chauds défenseurs

1. Rapp. Morlot, p. 11 et 12 : le magistrat idéal dont M. Morlot donne la description se rencontre bien rarement, même dans les tribunaux de droit commun.

des conseils de guerre. C'est le général qui délivrera ou non l'ordre d'informer, c'est lui qui, après la clôture de l'information, ordonnera la mise en jugement.

Dès la rédaction du Code de 1857 des esprits éclairés exprimaient la crainte que ces pouvoirs sans limite et sans contrôle, laissés au général en chef, ne présentassent des dangers ou tout au moins n'offrissent pas aux justiciables des garanties suffisantes.

« La délivrance de l'ordre d'informer n'est pas une simple formalité. Cet ordre doit énoncer en termes précis les faits incriminés et les qualifier conformément à la loi. Il est interdit formellement aux magistrats instructeurs d'informer sur des faits qui n'y sont pas expressément compris. Ce premier acte exige donc, on le voit, des notions au moins sommaires de la loi pénale et une connaissance approfondie des faits qui devront ou non motiver une information. Or, le général n'a aucune connaissance juridique; ses fonctions ne l'ont en rien préparé aux attributions judiciaires, et ses occupations sont telles qu'il ne peut, dans la plupart des cas, se livrer par lui-même à l'examen du dossier (1).

La mission du général commandant la circonscription est encore plus délicate après la clôture de l'information puisque c'est lui qui statue sur le non-

1. Pernot, *op. cit.*, p. 113.

lieu ou le renvoi devant le conseil de guerre, cumulant ainsi les attributions du juge d'instruction et de la chambre des mises en accusation. Ce n'est pas, d'ailleurs, ce cumul qui est le principal sujet de critique, c'est la confusion de pouvoirs qui investit la même autorité du droit de requérir les poursuites, et du droit d'apprécier les résultats de l'information qu'elle a elle-même ordonnée (1).

34. — L'instruction préalable ou instruction au corps n'est pas sans soulever elle aussi des critiques très vives (qui, soit dit par parenthèses, pourraient tout aussi bien s'appliquer à toutes les informations préalables, les enquêtes des officiers auxiliaires de la police judiciaire donnant très souvent, au dire des membres les plus expérimentés du barreau, des résultats nuls ou suspects).

« Quand le colonel se décide à établir contre un militaire une plainte en conseil de guerre, il demande d'abord un rapport au commandant de compagnie ; celui-ci s'efforce tout d'abord d'écarter les responsabilités morales qui pourraient incomber aux chefs de l'inculpé et atténuer autant sa faute. Ce rapport circonstancié est fait en dehors du prévenu. Le colonel

1. M. Meynieux, avocat général. Discours prononcé à l'audience de rentrée de la Cour d'appel de Montpellier, 17 oct. 1898. — Nous verrons, en étudiant les projets du général André, les mesures qui ont été proposées pour remédier à l'inconvénient signalé au texte. V. *infra*, n° 77.

nomme ensuite un officier de police judiciaire chargé de la première instruction. C'est en général un capitaine assisté d'un sous-officier. Ces deux inexpériences jointes procèdent à la première instruction, toujours délicate, puisque ce sont, en fin de compte, ses résultats qui impriment une direction à l'affaire. Cette direction est donnée par un homme inexpérimenté, animé du même esprit que le commandant de compagnie, qui, par un sentiment bien excusable, tient à ne pas avoir d'histoires avec le colonel : en outre, il peut mettre sa conscience à l'abri, en se disant qu'après tout un rapporteur, dont c'est le métier, sera ultérieurement chargé de la véritable instruction. C'est sur le vu de cette première information, et sans entendre lui-même le prévenu, que le général donne l'ordre d'informer (1). »

35. — On pense bien que les conseils de revision ne pouvaient trouver grâce devant les adversaires de la justice militaire, et comme la mission de ces conseils, identique à celle de la Cour de cassation, exigeait des connaissances juridiques très précises et très étendues, on avait beau jeu à prétendre que

1. Rapp. Morlot, p. 11. Ces appréciations sont empreintes d'une sévérité exagérée. Si on les prenait au pied de la lettre, il faudrait dire que, dans la pratique courante, le ministère public devrait saisir à tort et à travers le juge d'instruction, sans s'éclairer préalablement par des enquêtes de police ou de gendarmerie, qui ne présentent aucune garantie de plus que l'instruction préalable de la justice militaire.

les grades supérieurs de l'armée ne suffisent point à conférer aux hommes qui en sont honorés une capacité juridique, que nos conseillers à la Cour de cassation, magistrats de carrière, n'acquièrent pas d'un seul coup. La juridiction des conseils de revision passait pour flottante, incertaine. Nous nous étonnons qu'elle ne l'ait pas été davantage. Tant en ce qui concerne les juges militaires qu'au regard des tribunaux de commerce, nous avons toujours admiré cette puissance du bon sens et de la bonne volonté, qui élève les magistrats accidentels presque au niveau de leurs collègues des tribunaux de droit commun.

Les conseils de revision ayant été supprimés par la loi de finances du 7 avril 1906 (1), nous n'avons pas à insister sur ce point.

∴

36. — Il est inutile d'ergoter sur cette question de l'inaptitude juridique des membres des tribunaux militaires. Les officiers ne sont pas des juriconsultes : il y a entre la « robe et l'épée » un vieil antagonisme qui se révèle même dans la campagne dirigée à notre époque contre les conseils de guerre. Les diatribes parlementaires contre la justice militaire pourraient se résumer dans l'antique formule : « Cedant arma togæ. »

1. Rapp. Labori, p. 3.

Ce n'est pas après tout qu'il y ait une incompatibilité absolue entre les deux fonctions. Papinien, Ulpien, Paul, ont été préfets du prétoire, c'est-à-dire comme les généraux de la garde impériale de leur temps : cela ne les a pas empêchés de marquer dans la science du droit.

Il ne serait donc pas impossible de remédier à l'insuffisance juridique des officiers. Beaucoup de moyens ont été proposés en vue de ce résultat, avant que l'on n'arrivât à envisager en face cette solution radicale qui consiste dans la destruction de la justice militaire.

Le plus simple, peut-être le plus naïf, de ces moyens est celui qui consiste à exiger des officiers appelés à siéger dans les conseils de guerre le grade de licencié en droit. La conquête de ce titre ne répugnerait sans doute pas beaucoup à nos hommes de guerre, si nous en jugeons par le grand nombre d'uniformes qui, au temps des examens, se pressent dans les cours de nos facultés de droit.

Ce « remède au mal » est de nature à faire sourire quand on songe que sur les nombreuses boules qui témoignent à l'heure actuelle du mérite d'un candidat à la licence, une seule atteste sa valeur, au point de vue du droit criminel.

Il faudrait exiger du juge militaire le certificat de science pénale. Et l'enseignement correspondant à ce diplôme n'existe pas dans toutes les facultés.

37. — On a proposé pour résoudre le problème un assez grand nombre d'autres systèmes, qui peuvent, comme le fait judicieusement remarquer un de nos confrères (1), être ramenés à deux types principaux :

1° On pourrait faire des divers membres des conseils de guerre, juges, rapporteurs, commissaires du gouvernement des fonctionnaires permanents, inamovibles, qui auraient par conséquent le temps d'apprendre leur métier, et comme il serait difficile de distraire, de leurs autres devoirs professionnels, les officiers en activité de service, le personnel des conseils de guerre se recruterait parmi les officiers en retraite (2).

2° On pourrait créer une magistrature militaire dont les membres, désignés au concours, présenteraient toutes les garanties d'aptitude désirables, et constitueraient une hiérarchie spéciale d'officiers spéciaux, assimilés, au point de vue du grade, aux officiers du service actif, les officiers du grade le plus élevé ayant rang de général de brigade, tandis que ceux qui occuperaient le dernier échelon de la hiérarchie seraient assimilés aux capitaines. Nous rencontrerons notamment ce système dans le deuxième projet André (projet général André et Vallé) (3).

1. H. Pernot, *op. cit.*, p. 42.

2. Le Graverend.

3. Voyez *infra*, n° 87.

38. — Une variante de ce système consiste à'emprunter à un corps spécial de justice militaire que les commissaires du gouvernement et les rapporteurs, les juges continuant à être recrutés parmi les membres actifs, ou même en retraite, de l'armée.

39. — A l'ordre d'idées dans lequel se placent les partisans de ce système (avec ou sans la variante que nous venons de signaler) se rattache la conception de M. Jannesson, ancien rapporteur, qui demande la création d'une école de droit militaire destinée à « assurer le recrutement de jeunes magistrats, que l'on formerait aux idées de l'armée et à la discipline en même temps qu'on leur enseignerait à fond les principes du droit. Le recrutement des magistrats militaires serait ainsi assuré de la même façon que celui des membres du corps du service de santé (1). »

Nous trouvons des applications de cette doctrine dans un certain nombre de codes militaires étrangers, en Belgique, en Autriche-Hongrie, en Russie, en Serbie, au Japon (2).

Il y a du bon dans tous ces systèmes, et on pourrait leur faire d'utiles emprunts si l'on se décidait à remédier aux imperfections des justices militaires, au lieu de procéder à leur extirpation.

40. — Un dernier procédé, qui a été préconisé

1. V. Jannesson : *Réforme des conseils de guerre*.

2. V. *infra* : chap. IV.

par un certain nombre de publicistes et que le dernier projet du gouvernement (le projet Picquart) adopte dans une certaine mesure, peut revendiquer à son profit le mérite de la logique.

Les membres des conseils de guerre sont insuffisants, dit-on, en tant que juges de droit : mais, en tant que juges du fait, leur capacité n'est certainement pas inférieure à celle des honorables citoyens de valeur inégale qui composent le jury criminel. Alors, pourquoi ne pas faire juger les infractions militaires par un tribunal composé de magistrats empruntés, soit aux juridictions de droit commun, soit à un corps spécial de justice militaire, chargés de dire le droit, et par un jury de militaires chargés de statuer sur la question de fait.

*
* *

41. — Ce que l'on reproche aux juges d'épée, plus encore que leur inaptitude juridique, c'est l'« esprit militaire » dont ils sont imprégnés.

Est-ce donc un si grand mal, que des juges appelés à connaître des infractions commises par les membres d'un corps de professionnels, et spécialement d'infractions aux règles de la profession militaire, soient pénétrés de l'esprit professionnel ?

La querelle qui s'élève entre les partisans et les adversaires des conseils de guerre rappelle beaucoup

celle qui divise les auteurs de droit administratif, à l'occasion de l'existence des tribunaux administratifs.

Des jurisconsultes éminents tout en regrettant que l'on ne se préoccupe pas assez d'assurer l'indépendance des magistrats qui les composent, défendent l'existence des juridictions administratives, en se fondant sur ce que : dans les procès entre les administrés et l'administration, il n'y a pas un conflit entre deux intérêts privés, mais bien un conflit entre un intérêt privé et l'intérêt *public*, c'est-à-dire un intérêt supérieur dont les meilleurs juges sont des hommes que leur vie de tous les jours a préparés à en apprécier l'importance (1).

Lorsqu'une infraction a été commise par un militaire, spécialement une infraction militaire, il y a, à côté de l'atteinte portée tant à un intérêt particulier qu'à l'ordre public général, une atteinte à la discipline, c'est-à-dire à un intérêt national, à un intérêt supérieur, et qui peut être mieux appréciée par les hommes qui ont la garde de la discipline que par ceux auxquels un court passage à la caserne n'en a montré que les côtés déplaisants :

Chose étrange, ce sont parfois les mêmes hommes qui défendent les juridictions administratives qui attaquent avec passion les justices militaires !

1. V. Berthélemy : *Traité élémentaire de droit administratif*, p. 20 et 842. — Hauriou, *Précis de dr. administratif*, p. 791 et suiv.

42. — Nous ne voulons pas nous attarder à des critiques de détail, mais nous pouvons signaler celles qui ont été exposées au chapitre précédent en ce qui concerne la mission et les pouvoirs du général commandant la circonscription (1). La preuve qu'il n'est pas nécessaire, pour obvier à ce vice de l'instruction criminelle en matière militaire, de détruire la justice militaire, c'est que le projet André et Vallé de 1902 a trouvé dans la création des « commissions d'accusation » un remède au mal, contre lequel les défenseurs les plus convaincus de la justice militaire n'élèveraient aucune objection (2).

L'augmentation des pouvoirs du rapporteur (plus facile et plus normale si l'on exigeait de lui des aptitudes juridiques plus certaines) et l'organisation de ces chambres d'accusation répondraient victorieusement à des critiques assurément fondées.



43. — Abordons enfin le grand argument, le grief suprême des adversaires des juges d'épée : « Il faut détruire les conseils de guerre parce qu'ils ont fait leur temps, parce qu'institués en vue d'une organisation militaire qui n'existe plus, ils ne sont plus en rapport avec les institutions nouvelles. »

1. V. *supra*, n° 33.

2. V. *infra*, n° 77.

Cette pensée dominante, obsédante, nous la retrouvons sous la plume de tous les auteurs et de tous les rapporteurs de propositions ou de projets.

« Le temps a marché et les idées aussi. Les lois militaires se sont succédé et ont transformé l'armée. On peut dire aujourd'hui que la loi de 1857 a fait son temps : elle ne répond plus aux nécessités militaires de notre époque et le moment est venu de substituer à ce système un régime plus conforme aux aspirations de la démocratie, aux besoins de l'armée contemporaine et aux principes généraux du droit moderne (1).

« ... Il est possible qu'à une certaine époque il ait été nécessaire de recourir à ce système, pour assurer la discipline dans les rangs d'une armée dont le recrutement se faisait trop souvent dans les milieux moralement inférieurs de la nation ; il devient plus difficile de concevoir qu'il soit resté indispensable pour une armée composée de tous les éléments actifs d'une nation civilisée, dont l'éducation morale est en plein épanouissement (2). »

« La juridiction exceptionnelle des conseils de guerre a pu s'expliquer par la nécessité de soumettre à un régime particulier les militaires composant les armées de métier.

1. Rapp. Morlot, p. 7.

2. *Ibid.*, p. 8.

« Dans la nation armée aucun motif ne saurait légitimer que des citoyens remplissant leur devoir militaire soient distraits, en temps de paix, des juridictions normales du pays (1). »

« Le Code de justice militaire, pour l'armée de terre, date du 9 juin 1857 ; le Code de justice militaire pour l'armée de mer, du 4 juin 1858.

« A cette époque notre armée régulière, sans être véritablement une armée de mercenaires, était du moins en un sens une armée de métier. Elle ne comprenait que des hommes trop peu fortunés pour payer un remplaçant et accomplissant un service de longue durée, ou des remplaçants faisant, à proprement parler, le métier de soldat.

« L'armée à l'heure actuelle a un caractère tout différent.

« Au lendemain de nos désastres... l'Assemblée nationale consacra, par la loi de 1872, le système de la nation armée. Depuis, la loi de 1889 et surtout celle de 1905 ont achevé de donner à nos institutions militaires le caractère nettement démocratique qu'elles ont aujourd'hui (2). »

« Notre Code de justice militaire qui porte la date de 1875 est en réalité profondément imprégné des souvenirs d'une époque antérieure à la Révolution :

1. Exposé des motifs de la proposition Drelon.

2. Rapport Labori, p. 1 et 2.

si la menace de mort s'y retrouve à tout propos et presque à chaque ligne, c'est que la seule crainte des peines les plus graves pouvait retenir dans une discipline relative, les mercenaires, racolés souvent parmi les vagabonds et les rôdeurs sans aveu qui composaient pour une large part « les armées du Roy » sous Louis XIV et Louis XV...

« Pendant plus d'un siècle et malgré les modifications qu'il a subies en 1857, 1875, 1899 et 1901, le Code de justice militaire n'a subi, en somme, que des changements de détails et de forme, alors que toutes les conditions d'existence de l'armée se sont transformées d'une façon profonde, et que cette armée peu à peu s'achemine vers une organisation rationnelle et moderne fondée sur le principe de la nation armée et sur la disparition de tout caractère de caste (1). »

« Ce n'est, il ne faut pas l'oublier, ni par goût ni par vocation, que tous les citoyens français rejoignent le régiment, et le devoir civique qu'ils viennent ainsi accomplir, un des plus élevés qu'ils aient à remplir, n'en est pas moins le plus pesant et le plus lourd.

« Au moment où leur indépendance subit, par l'incorporation, la plus nécessaire mais aussi la plus grave des atteintes, l'instant semble mal choisi pour les soumettre à une juridiction d'exception particu-

1. Proposition Messimy et Maujan, exposé des motifs, p. 1 et 2.

lièrement dure, et diminuer ainsi les garanties dont sont entourés leurs droits (1). »

Nous croyons inutile de multiplier davantage les citations. Il est incontestable que le caractère de l'armée est aujourd'hui profondément transformé. Le service imposé à tous les jeunes Français constitue un très lourd sacrifice. Faut-il demander à ce sacrifice d'être d'autant plus complet qu'il est plus court et plus universel ? C'est une question que nous nous contentons de poser quant à présent, et que nous nous réservons de discuter dans la dernière partie de notre étude.

1. Proposition Messimy et Maujan, exposé des motifs, p. 3.

CHAPITRE IV

Aperçu des législations étrangères

44. — Il n'entre point dans notre plan d'étudier toutes les législations étrangères, ni même un très grand nombre de ces législations : et nous donnerons immédiatement le motif de la sélection qui nous fait écarter à *priori* l'examen de l'organisation de la justice militaire fonctionnant dans la plupart des pays étrangers : c'est que le problème, qui est à l'heure actuelle posé tant devant le Parlement que devant l'opinion publique, est de savoir si l'existence d'une juridiction d'exception s'exerçant sur les militaires pendant leur passage sous les drapeaux est compatible avec le système de la nation armée. Partout où l'armée est restée une « armée de métier », pour parler la langue courante de nos parlementaires, la question angoissante, dont nous cherchons de bonne foi la solution, ne se pose pas.

Nous ne nous croyons pas cependant dispensé de relever chez les peuples dont les forces militaires ne constituent pas une nation armée, les institutions qui,

par leur ingéniosité, les services qu'elles ont rendus, mériteraient d'être retenues à titre d'indications utiles.

45. — Ainsi, nous ne nous préoccupons point de « l'Army discipline and regulation act » de 1879 qui régit l'armée anglaise, mais nous ne pouvons nous empêcher de porter notre attention sur certaines dispositions du Code belge de « procédure pénale militaire » du 15 juin 1899.

..

46. — *Code militaire belge.* — Les traits saillants à retenir de ce Code sont : 1° l'existence de fonctionnaires des parquets militaires, les « auditeurs militaires » qui sont de véritables magistrats dont on exige des aptitudes et des connaissances juridiques ; 2° l'adjonction aux juges militaires d'un magistrat civil qui, suivant les cas, préside ou complète seulement le tribunal ; 3° l'organisation d'une commission judiciaire chargée de procéder à l'instruction écrite.

47. — *La commission judiciaire et l'auditeur militaire.* — Les opérations de l'instruction sont, en Belgique, confiées, en matière militaire, non pas à un magistrat unique, mais à une commission, composée de l'auditeur militaire qui la préside, d'un capitaine et d'un lieutenant (1).

1. *Code de procédure pénale militaire*, art. 35 et 36.

Qu'est-ce donc que l'auditeur militaire ? Un magistrat militaire, car il a droit dans l'armée aux honneurs prescrits pour les officiers supérieurs ; un juriste, d'autre part, car lui, ses substituts et les auditeurs suppléants doivent être docteurs en droit. Ajoutons que les divers magistrats que nous venons de nommer doivent être âgés, suivant les cas, de 25 ou de 30 ans et connaître la langue française et la langue flamande. Ils sont nommés et révocables par le roi.

L'auditeur militaire cumule les fonctions de notre commissaire du gouvernement et de notre rapporteur ; il est donc à la fois magistrat du ministère public et juge d'instruction. En vertu de ce double titre : 1° il préside la commission d'instruction ; 2° il remplit à l'audience les fonctions du ministère public ; 3° il est chargé de l'exécution des décisions des conseils de guerre (1).

48. — *Conseils de guerre permanents* : Les conseils de guerre permanents de Belgique (2) sont composés de : 1° un officier supérieur président, 2° un membre civil, 3° deux capitaines, 4° un lieutenant.

Les membres militaires sont désignés à tour de

1. Code de procédure pénale militaire expliqué par les rapports et les discussions des deux chambres législatives par J. Legrave, auditeur militaire du Hainaut.

2. Leur siège est déterminé par l'article 45 du Code de procédure pénale militaire.

rôle parmi les officiers en activité de service pour une session d'un mois. Chacun d'eux a un suppléant, tous doivent connaître la langue flamande (1).

Quant au membre civil, qui prend rang immédiatement après le président, c'est un juge du tribunal de première instance du ressort de la Cour d'appel où siège le conseil. Nommé pour trois ans, par le roi, il est, en cas d'empêchement, remplacé par un autre juge, désigné par le premier président de la Cour d'appel.

M. le sénateur Delpech s'est évidemment inspiré du système belge dans sa proposition tendant à faire présider les conseils de guerre par un magistrat civil. Remarquons, cependant, qu'en Belgique le magistrat civil ne préside pas le tribunal.

« L'introduction d'un magistrat civil parmi les juges militaires constitue une des principales innovations de la loi du 15 juin 1899. Elle est la conséquence de la restriction des pouvoirs de l'auditeur militaire. Sous l'empire de la loi de 1814, l'auditeur militaire (commissaire du gouvernement et rapporteur) était encore l'assesseur des juges dans la chambre des délibérations. « C'était un des vices les plus graves de cette organisation, que ce rôle complexe qui le constituait virtuellement « juge et partie » dans

1. C. P. p. m., art. 47.

toutes les causes » (1). Le législateur belge a ainsi très heureusement remédié à ce danger (2). »

49. — *Cour militaire et auditeur général*: Il existe à Bruxelles une cour militaire, tribunal suprême pour tout le royaume. C'est encore une juridiction mixte composée : a) d'un président choisi parmi les membres des cours du pays ayant rempli pendant dix ans des fonctions judiciaires : il est inamovible, soumis aux dispositions de la loi sur la retraite des magistrats et reçoit dans l'armée les honneurs prescrits pour les officiers généraux (3) ; b) de membres militaires au nombre de quatre, savoir : un lieutenant général, ou général major, un colonel ou lieutenant-colonel, et deux majors.

Cette cour connaît des appels des jugements des conseils de guerre. En outre, elle juge directement 1^o les officiers d'un rang supérieur à celui de capitaine ; 2^o les membres militaires des conseils de guerre pour infractions commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Il existe près de la cour militaire un auditeur général, remplissant les fonctions du ministère public.

1. Legrave, *op. cit.*, p. 91. Le même vice existait avant 1883 dans notre organisation judiciaire, lorsque le juge d'instruction, dans les petits tribunaux, participait au jugement des affaires qu'il avait renvoyées devant le tribunal de police correctionnelle.

2. Pernot, *op. cit.*, p. 73 et 74.

3. C. P. p. m., art. 103.

Mais cet auditeur général peut en outre remplir toutes les fonctions des auditeurs militaires qui sont placés vis-à-vis de lui dans un rapport analogue à celui des membres de nos parquets de première instance avec le procureur général. Il a le droit d'occuper, quand il lui plaît, le siège du ministère public devant les conseils de guerre permanents. Il surveille les actes des auditeurs militaires et des greffiers des conseils de guerre, la tenue des registres et écritures, la conservation des archives, la conduite des agents auxiliaires, en un mot l'administration de la justice.

Il a un substitut. Il doit être âgé de plus de 35 ans accomplis; les conditions d'aptitude qu'il doit remplir (ainsi que son substitut) sont les mêmes que celles que l'on exige des auditeurs militaires (doctorat en droit).

L'auditeur général et son substitut ont voix consultatives dans les assemblées générales de la cour (1).

*
**

50. — *Allemagne*. — L'organisation militaire prussienne a fait l'organisation militaire allemande à son image, et tout le monde sait que la Prusse est la première puissance qui de ses forces militaires ait fait

1. C. P. p. m., art. 124-129.

une « nation armée », d'où l'on serait tenté de conclure que les idées qui hantent le cerveau des membres de notre Parlement ont dû préoccuper les députés au Reichstag.

Il n'en est rien cependant.

Quatre codes particuliers étaient encore en vigueur en Allemagne en 1898: 1° le Code prussien du 3 avril 1845, successivement adopté par la Confédération de l'Allemagne du Nord, le grand-duché de Bade et l'Alsace-Lorraine; 2° le Code saxon du 4 novembre 1867; 3° le Code wurtembergeois du 20 juillet 1818, modifié par diverses ordonnances ultérieures; 4° le Code bavarois du 29 avril 1869, modifié par les lois du 18 août 1879, 28 et 27 avril 1892 (1).

L'unification a été faite par la promulgation du nouveau Code allemand de procédure militaire du 1^{er} décembre 1898.

Ce Code fait une distinction fondamentale entre la haute et la basse justice :

Ratione personæ, la basse justice n'est compétente que pour les personnes qui n'ont pas le rang d'officier; *ratione materiæ*, sa compétence se limite: 1° aux délits militaires punis d'arrêts et aux contraventions; 2° à certains délits énumérés dans l'article 16 du Code et qui ne peuvent entraîner une peine supérieure à six semaines d'emprisonnement ou à 150 marks d'amende.

1. *Bulletin de la Société de législation comparée*, février 1900.

La haute justice s'étend à toutes les personnes justiciables de la justice militaire et à tous les actes punissables (1).

Les tribunaux de répression sont : 1° le conseil de garnison, « Standgericht », composé de trois officiers : un officier d'état major, président, un capitaine, un premier lieutenant.

2° Le conseil de guerre « Kriegsgericht », composé de cinq juges : quatre officiers dont le grade varie suivant le grade de l'inculpé (2) et un conseiller de justice militaire « Kriegsgerichtrath ». Les conseillers de justice militaire doivent être aptes à remplir les fonctions judiciaires (3) ; ils sont nommés par l'empereur et peuvent être révoqués ou mis à la retraite.

3° Le tribunal supérieur de guerre « Oberkriegsgericht » institué près de chaque commandement général : il se compose de cinq officiers de grade variable suivant les cas et de deux conseillers des tribunaux supérieurs de guerre. C'est un tribunal d'appel qui connaît en deuxième instance des jugements rendus par les Kriegsgerichte.

4° Le tribunal militaire de l'empire « Reichsmilitargericht », juridiction suprême qui siège à Berlin. C'est un organisme fort compliqué. Il est présidé par un général en chef ou par un amiral ayant le rang de

1. Art. 17.

2. Pour la composition du tribunal, voyez article 50.

3. Loi du 27 janvier 1877.

général commandant. Les membres du tribunal doivent avoir au moins le rang d'officiers d'état-major. Tous ces magistrats sont nommés par l'empereur.

Le président dirige les débats sans prendre part à la délibération : il ne peut être remplacé par un membre du tribunal (1).

Près de la Reichsgericht il existe des « sénats » composés d'un président et d'un nombre déterminé de conseillers et d'officiers. Les présidents des sénats et les conseillers sont des fonctionnaires militaires ; ils doivent être aptes aux fonctions de juges et âgés de plus de 35 ans (2). Les sénats jugent avec quatre membres militaires et trois juristes, y compris le président. Quand les moyens de la revision portent sur une violation de la loi civile ou de la procédure, la proportion se renverse : le tribunal doit être composé de quatre juristes et de trois militaires.

Les délibérations des sénats rappellent ces délibérations en section de notre Conseil d'État. La réunion des sénats forme l'assemblée plénière du tribunal militaire de l'empire.

Le Reichsmilitärgericht est une juridiction de recours extraordinaire (analogue à notre conseil de revision) qui ne peut être saisie que dans des cas limitativement déterminés par la loi (3).

1. Art. 74.

2. Art. 81.

3. Art. 397-400.

51. — *Le chef de juridiction* : une caractéristique du système de justice militaire allemand, c'est le rôle attribué au « gerichtsherr » (chef de juridiction).

« Le gerichtsherr est : 1° pour la basse justice : a) dans l'armée, le commandant du régiment, le commandant d'un bataillon indépendant, le commandant de Berlin, le commandant d'une petite forteresse ; b) dans la marine, le commandant d'une division de matelots, le commandant d'un détachement ou bataillon indépendant.

« 2° Pour la haute justice : a) dans l'armée, le général commandant, le commandant de division, le gouverneur de Berlin, le gouverneur ou commandant d'une grosse forteresse, le gouverneur d'une localité déclarée en état de guerre ; b) dans la marine, le général commandant et le chef d'une station (1). »

Les attributions du gerichtsherr sont analogues à celles du général en chef dans notre législation : il est seul compétent pour ordonner l'emprisonnement préventif, dans les cas déterminés par l'article 176. La liberté provisoire doit être accordée par lui, toutes les fois que la peine encourue par le délinquant sera une amende ou un emprisonnement n'excédant pas six semaines (2).

Il décide de l'issue de la poursuite (non lieu, ou

1. H. Pernot, *op. cit.*, p. 67 et 68.

2. Art. 179.

renvoi devant le tribunal), détermine et convoque le tribunal compétent.

Nous retrouvons là les pouvoirs très étendus, trop étendus, attribués par notre Code de justice militaire au général commandant la circonscription.

Il faut ajouter que le *gerichtsherr* assiste à l'audience (mais il ne soutient pas l'accusation, ce rôle étant dévolu au *kriegsgerichtrath*) ; enfin il assure l'exécution du jugement (1).

À part l'existence des *kriegsgerichtrathen*, c'est-à-dire des magistrats spéciaux desquels on exige des connaissances juridiques, la réforme de nos justices d'épée n'a rien à emprunter aux institutions de nos voisins, et cela sans doute pour trois raisons : 1° les Allemands font à la discipline, c'est-à-dire à la force de leur armée, des sacrifices que les Français seraient moins disposés à consentir ; 2° les institutions militaires de l'Allemagne sont restées imprégnées de ce « corporalisme prussien » qui remonte à Frédéric-Guillaume I^{er} ; 3° l'armée allemande, où l'introduction dans le corps des officiers est presque entièrement fermée aux hommes qui sortent du rang, est bien une armée nationale, mais non une armée démocratique.

*
* *

52. — *Italie.* — L'Italie nous offre le spectacle d'une combinaison, dans les justices militaires, d'éléments

1. H. Pernot, *op. cit.*, p. 68.

militaires et d'éléments civils. Tout tribunal militaire (1) comporte l'existence à son siège de magistrats investis de fonctions purement juridiques : « l'avocat fiscal militaire » et ses substituts. Ils remplissent à l'audience les fonctions du ministère public, et de plus sont chargés de surveiller les opérations de l'instruction, au cours de laquelle ils peuvent à tout moment prendre des réquisitions.

Quant aux fonctions de juge et de magistrat instructeur, elles sont exclusivement conférées à des officiers.

Une garantie importante est donnée à l'inculpé par l'existence des « commissions d'enquête » qui jouent un rôle identique à celui de notre chambre des mises en accusation. Ces commissions sont composées d'un officier supérieur président, de deux capitaines, et de deux autres capitaines désignés pour suppléer les premiers au cas d'empêchement.

A retenir les dispositions du Code militaire Italien qui permettent expressément, sous réserve de certaines conditions, au chef de corps de l'inculpé d'éviter à ce dernier la poursuite devant le conseil de guerre, en le punissant seulement de peines disciplinaires, à

1. Il y a en Italie : 1° des tribunaux militaires territoriaux qui correspondent à nos conseils de guerre permanents ; 2° des tribunaux militaires près les troupes concentrées qui ne fonctionnent qu'en temps de guerre ; 3° un tribunal suprême de guerre et marine qui est le pendant de notre conseil de revision.

raison de faits de peu d'importance (vente ou mise en gage d'effets militaires (1), vols et filouteries au préjudice d'autres militaires lorsque le préjudice n'excède pas cinq liras).

L'élément civil et l'élément militaire sont largement combinés dans la composition du « tribunale supremo di guerra e marina » : 1° un président qui ne peut être de grade inférieur à celui de lieutenant-général (général de division) ou de vice-amiral ; 2° huit juges, savoir : trois conseillers d'État, deux présidents de chambre ou conseillers de cour d'appel, trois officiers. Telle nous apparaît la composition du tribunal supérieur italien.

Remarquons du reste que c'est dans les juridictions suprêmes chargées de dire le droit, c'est-à-dire dans celles qui n'ont pas de contact avec l'inculpé, qu'il importe le moins d'avoir des militaires, le plus d'introduire des jurisconsultes.

*
* *

53. — L'institution si logique de membres du ministère public et de juges d'instruction présentant de sérieuses aptitudes juridiques se rencontre souvent dans les organisations militaires étrangères. Seulement, on n'a pas voulu faire de ces magistrats de

1. Cette indulgence de la loi n'est acquise qu'au délinquant primaire.

simples « civils », donnant, par leur présence seule, à l'armée à laquelle ils se mêleraient, un faux air de garde nationale. Ces magistrats sont des magistrats militaires qui ne font pas tache au milieu des officiers dont ils partagent, et au besoin dirigent, les travaux.

En Russie, par exemple, il y a auprès de chaque tribunal militaire des juges d'instruction et des procureurs militaires tous gradués en droit, et même le conseil de guerre de circonscription (1) comprend, à côté de six officiers membres temporaires, trois membres permanents, juges militaires également gradués en droit.

La justice militaire, en Serbie, comprend également un corps judiciaire organisé. « Recrutés parmi les jeunes gens ayant fait dans les facultés de droit des études complètes, les « officiers auditeurs » fournissent aux tribunaux militaires, les commissaires du gouvernement, les rapporteurs, les greffiers (2). »

Le Japon, qui a adopté notre Code militaire français, a créé un corps spécial de justice militaire.

1. Il existe en Russie : 1° Des conseils de guerre de régiment (pour les infractions peu graves); 2° des conseils de guerre de circonscription qui, d'une part, connaissent des affaires qui, à raison de leur gravité, échappent à la compétence des conseils de guerre de régiment, et d'autre part sont juges d'appel des décisions de ces conseils ; 3° une Cour suprême militaire qui fait les fonctions de Cour de cassation.

2. Oudin, *op. cit.*, p. 25.

Les institutions étrangères que nous avons passées très rapidement en revue ont visiblement inspiré le projet présenté par le général de Galliffet en 1899, et le premier projet du général André (présenté de concert avec M. Monis, alors garde des sceaux)(1). Nous parlerons plus loin de ces ébauches législatives que le courant parlementaire a submergées avant la discussion, et qui sont déjà bien loin de nous.

1. Il ne faut pas confondre ce projet André-Monis avec le projet André-Vallé qui l'a suivi. Voyez *infra*.

DEUXIÈME PARTIE

LA CAMPAGNE CONTRE LES CONSEILS DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

Aspect d'ensemble

54. — La lutte contre la composition ou l'existence des conseils de guerre a été l'occasion, dans le monde parlementaire, d'une véritable levée de boucliers. Nous n'en voulons pour preuve que la longue liste des projets et propositions de lois énumérés au rapport de M. le député Émile Morlot (1).

1^o Proposition de M. Vaillant et de plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation du Code de justice militaire et à la suppression des conseils de guerre (25 octobre 1898).

2^o Projet de résolution de M. Mirman tendant à la nomination d'une commission parlementaire, chargée de réorganiser la justice militaire (4 novembre 1898).

1. Rapp. Morlot, p. 14. Il a été déposé à la séance du 13 juillet 1904
L'honorable M. Morlot est aujourd'hui décédé.

3° Proposition de M. Pastre tendant à la suppression des conseils de guerre (4 novembre 1898).

4° Proposition au Sénat de M. Delpech ayant pour objet de faire remplir par des magistrats civils les fonctions de président des conseils de guerre et de juge d'instruction près de ces juridictions (29 novembre 1898).

5° Proposition au Sénat de M. Constans tendant à rendre applicable aux conseils de guerre la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction préalable (15 novembre 1898).

6° Proposition de M. Charles Gras et de divers de ses collègues tendant à autoriser les justiciables des tribunaux militaires à se pourvoir en cassation (5 décembre 1898).

7° Proposition de M. Goujon sur les circonstances atténuantes (8 décembre 1898).

8° Proposition de M. de Grandmaison ayant pour objet de rendre la loi de sursis applicable devant les tribunaux militaires (7 nov. 1898).

9° Proposition de M. Pierre Richard tendant à modifier le Code de justice militaire (15 mars 1899).

10° Proposition de M. Massé et de plusieurs de ses collègues sur le même objet (9 juin 1899).

11° Proposition de M. Antide Boyer ayant pour objet la suppression des conseils de guerre en temps de paix (14 octobre 1902).

12° Le projet du gouvernement « portant réforme

du Code de justice militaire pour l'armée de terre présenté par le général André, ministre de la Guerre, et par M. Vallé, ministre de la Justice (17 octobre 1902).

13^e Proposition de MM. Messimy et Maujan tendant à l'abrogation du Code de justice militaire et à la suppression des conseils de guerre en temps de paix, ainsi qu'à la réglementation du droit de punir (17 oct. 1902).

55. — L'énumération de M. Morlot n'est pas complète; il faut ajouter : 1^o le projet présenté par le général de Galliffet (14 nov. 1899); 2^o le premier projet André présenté par le général André et M. Monis, garde des sceaux (24 mai 1901) ; 3^o le projet de loi portant réorganisation de la justice militaire déposé le 17 mars 1905 à la Chambre des députés par les ministres de la Guerre, de la Justice et de la Marine (MM. Bertheaux, Chaumié et Thomsom) (17 mars 1905) ; 4^o la proposition Drelon (5 nov. 1906) ; 5^o la proposition Trouin et Chanoz (26 juin 1906) ; 6^o le dernier projet du gouvernement, bien autrement radical que les précédents, présenté par MM. Guyot-Dessaigne, ministre de la Justice, Picquart, ministre de la Guerre, et Thomson, ministre de la Marine (21 janvier 1907).

Pour ne pas encombrer notre étude au détriment de la clarté, nous éliminerons les propositions qui ont abouti et dont l'examen ne présenterait plus qu'un intérêt rétrospectif — celles qui n'ont qu'un caractère pour ainsi dire épisodique, — celles qui se locali-

sent dans une matière voisine de la nôtre sans aborder celle-ci, — celles enfin qui ont un caractère rudimentaire, et constituent pour ainsi dire l'embryon d'une proposition plus développée formulée par d'autres membres du Parlement.

56. — 1° *Propositions votées par les Chambres*: la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction criminelle a été rendue applicable aux informations faites par la justice militaire (15 juin 1899).

L'imputation de la détention préventive sur la peine a été étendue aux peines prononcées par les tribunaux militaires (19 avril 1901).

La loi du 19 juillet 1901 a enjoint aux tribunaux militaires de statuer sur les circonstances atténuantes dans tous les cas mais en temps de paix seulement: le Code de justice militaire n'avait pas admis jusque-là l'application de l'article 463 du Code pénal.

Enfin la loi du 28 juin 1904 a rendu applicables devant les conseils de guerre les dispositions de la loi du 24 mars 1891 sur l'atténuation des peines et le sursis au profit des délinquants primaires.

La proposition de M. Charles Gras tendant à autoriser les justiciables des conseils de guerre à se pourvoir en cassation, a passé un peu par surprise dans l'article 44 de la loi budgétaire du 17 avril 1906, aux termes de cet article :

« La Cour de cassation prononcera, au lieu et place

des conseils et tribunaux de révision, sur les recours formés en temps de paix, contre les jugements des conseils de guerre et tribunaux maritimes siégeant à l'intérieur du territoire, en Algérie et en Tunisie.

« Elle prononcera même en temps de guerre sur les recours formés : 1° contre les jugements des tribunaux maritimes commerciaux prévus par l'article 44 de la loi du 10 mars 1891 sur les accidents et collisions en mer ; 2° contre les jugements des tribunaux maritimes spéciaux prévus par la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution des travaux forcés....

« Les condamnés ont trois jours francs pour se pourvoir en cassation (1).

« Il n'y a pas lieu à consignation d'amende.

« En attendant qu'une loi ait adopté les modifications nécessaires à l'organisation et au fonctionnement de la Cour de cassation, un décret rendu sur la proposition du garde des sceaux, des ministres de la Guerre et de la Marine, pourvoira à l'exécution des présentes dispositions. »

Le décret annexé a été rendu à la date du 6 juin 1906.

Toutes ces réformes sont entrées dans le domaine des faits accomplis. Ce sont d'excellentes mesures qui ont rallié la presque unanimité des suffrages car

1. Le délai pour se pourvoir devant le conseil de révision n'était que de 24 heures et sa brièveté était à bon droit critiquée.

elles ne mettaient en péril aucun principe important.

Elles ont introduit dans la législation de 1857 plus de justice en même temps que plus d'humanité : l'application de l'instruction contradictoire aux justiciables des conseils de guerre est une mesure d'égalité, d'ailleurs le défenseur n'apparaît que lorsque l'affaire est sortie du domaine de la discipline pour entrer dans celui de la justice ; la détention préventive s'explique par nécessité de l'instruction, il est dès lors juste de la déduire ensuite de la peine ; le sursis se comprend au conseil de guerre, malgré la durée réduite du service militaire, car ici, comme dans le droit commun, il faut distinguer entre l'habitude et l'accident ; et les circonstances atténuantes viennent, avec le sursis, mettre heureusement, à la disposition des juges, un moyen terme entre la condamnation rigoureuse et l'acquiescement parfois incohérent. Seule la suppression des conseils de revision peut sembler critiquable : mieux valait peut-être améliorer ces conseils que de les supprimer, et ainsi que le dit M. Barboux, « nous aimerions cent fois mieux trouver dans l'armée elle-même des éléments d'une bonne juridiction supérieure afin d'éviter un contact perpétuel qui peut quelquefois dégénérer en conflit (1). »

57. — 2° *Propositions d'un caractère épisodique ou fragmentaire.* — Nous pouvons classer dans cette ca-

1. *Revue politique et parlementaire*, 15 octobre 1898.

tégorie la proposition de M. Delpech au Sénat, proposition qui, comme nous l'avons dit plus haut, tend à faire remplir par des magistrats civils les fonctions de président des conseils de guerre et de juge d'instruction près de ces juridictions. Nous rattacherons l'examen de cette proposition à l'étude de la composition des juridictions mixtes, qui est le fondement de systèmes plus étendus.

58. — 3° *Propositions concernant un sujet voisin de l'organisation des juridictions militaires, mais non cette organisation même* : on peut rattacher à cet ordre de propositions, la proposition de M. Mirman, tendant à la nomination d'une commission parlementaire chargée de réorganiser la justice militaire.

59. — 4° *Propositions d'un caractère rudimentaire*. — M. Morlot donne cette qualification à la proposition Antide Boyer. « Cette proposition, dit-il, est présentée dans une forme un peu rudimentaire ; l'auteur la justifie sommairement en disant que les tribunaux militaires peuvent s'expliquer en temps de guerre, mais qu'ils n'ont aucune raison d'être en temps de paix. Le dispositif est très simple, et ne comprend que quatre articles. Le premier supprime les conseils de guerre, le second assimile les délits militaires à ceux de droit commun et les défère aux tribunaux « civils », cet adjectif étant ici opposé au mot « militaire ». Le troisième abroge les dispositions en contradiction avec la nouvelle loi. Enfin le quatrième la

rend applicable aux colonies et aux pays de protectorat (1). »

60. — Pour éviter autant que possible la confusion nous étudierons séparément les propositions de loi qui s'attaquent à la composition des conseils de guerre, et celles qui s'attaquent à leur existence.

Quant aux projets de loi, que nous aurions pu classer, à côté des propositions, dans l'une ou l'autre de ces catégories nous préférons les réunir dans un chapitre spécial, afin que par leur comparaison, l'on puisse mieux se rendre compte du chemin parcouru depuis dix ans.

Nous allons donc passer en revue :

1° Les propositions émanant de l'initiative parlementaire qui ne tendent qu'à la réforme des conseils de guerre ;

2° Les propositions qui visent leur suppression ;

3° Les projets de loi déposés par le gouvernement depuis 1899, c'est-à-dire :

a) Le projet de Galliffet (14 nov. 1899) ;

b) Le premier projet André (24 mai 1901) ;

c) Le deuxième projet André (17 oct. 1902) ;

d) Le projet Berteaux (15 mars 1905) ;

e) Le projet Picquart (21 janvier 1907).

1. Rapp. Morlot, p. 15.

SECTION I

INITIATIVE PARLEMENTAIRE

§ I. — *Proposition Massé.*

61. — M. le député Massé est un de ceux qui s'attardent, comme nous, à la discussion des réformes que l'on pourrait apporter utilement à l'organisation des conseils de guerre, discussion bientôt sans objet puisque les conseils de guerre auront cessé d'exister.

Il s'en excuse d'ailleurs, ainsi qu'on peut le constater par les passages suivants de l'exposé des motifs de sa proposition :

« En ce qui concerne la compétence des tribunaux militaires, si nous n'obéissions qu'à la logique, messieurs, nous vous proposerions d'appliquer dans toute sa rigueur le double principe posé par la Révolution française :

« Tous les Français sont égaux devant la loi.

« Il n'y a pas de tribunaux d'exception.

« Et nous vous proposerions de supprimer, en temps de paix, les conseils de guerre sur tous les territoires compris dans le ressort d'une cour d'appel. »

Cette concession faite au courant d'idées qui emporte le Parlement à l'heure actuelle, M. Massé formule à la fois ses objections que nous aurons à exa-

miner un peu plus loin et les grandes lignes de sa conception législative.

« Ce serait, dit-il, soumettre aux surprises du jury l'application des lois pénales militaires, et nous ne pensons pas qu'aujourd'hui, malgré la substitution de notre armée nationale à l'armée de corporation d'autrefois, la nation soit encore suffisamment rompue à la conception entière de la loi militaire, de ses nécessités, et des rigueurs qu'impose le besoin de la discipline.

« Nous vous proposons donc par les articles 11 et 12 de soumettre en temps de paix à la juridiction de droit commun les crimes, délits et contraventions de droit commun commis par les militaires ; les conseils de guerre ne connaîtraient plus en temps de paix que des crimes et délits militaires. La conséquence de cette mesure, c'est le renvoi devant les tribunaux de droit commun y compris la Cour de cassation, de tous les crimes et délits commis par les indigènes des territoires militaires d'Algérie et de Tunisie.

62. — « Enfin, pour terminer sur ce point par l'article 13, nous affirmons le maintien en son état actuel du fonctionnement des conseils de guerre en temps de paix :

1° Dans les colonnes expéditionnaires ;

2° Sur les navires ;

3° Dans l'étendue des territoires dits militaires.

63. — « Précédemment nous avons proposé de sup-

primer les conseils de revision : c'est aujourd'hui un fait acquis (1)..... »

§ II. — *Proposition Vaillant.*

64. — Le 25 octobre 1898 M. Vaillant déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi « ayant pour objet : 1° de supprimer le Code militaire et les conseils de guerre et de soumettre les soldats, comme les autres citoyens et avec eux, à la même juridiction civile ; 2° d'enlever aux officiers de grade inférieur et aux sous-officiers le droit de punir disciplinairement. »

M. Vaillant avait fait apposer à sa proposition les signatures de 47 de ses collègues dont les noms indiquent suffisamment les tendances du groupe dont ils faisaient partie. Nous nous bornerons à citer parmi ces noms ceux de MM. Allemane, Basly, Chauvière, Dejeante, Jules Guesde, Jaurès, Lamendin, de Pressensé, Sembat... noms bien connus pour appartenir à ceux de nos représentants qui professent le plus d'indulgence envers les doctrines antimilitaristes.

D'ailleurs, la vigueur des expressions de l'exposé

1. Voyez *supra*, n° 56. — Cette proposition du 15 juin 1906 est une réédition de celles déjà déposées en 1899 et 1902 par M. Massé. Nous la mettons à part car elle vise la réforme et non la suppression des conseils de guerre : ce qui la caractérise, c'est la distinction entre les crimes et délits militaires, et les crimes et délits de droit commun.

des motifs de la proposition ne laisse aucun doute sur les sentiments politiques de ses auteurs.

« Toute juridiction d'exception n'est qu'un mode d'organisation de l'arbitraire, une survivance de barbarie.

« En vous proposant la suppression des conseils de guerre et du Code de justice militaire, nous vous demandons non seulement de soustraire le soldat à la juridiction de chefs, juges en leur propre cause, mais aussi de supprimer la barrière judiciaire interposée par le militarisme entre l'armée et la nation.

« Il faut, en outre, que le soldat ne soit plus mis à la merci des sous-officiers et de l'officier qui, par des punitions arbitraires, provoquent sa révolte et deviennent ainsi les pourvoyeurs des conseils de guerre. Au lieu de distribuer à leur gré les peines disciplinaires, ils ne doivent que pouvoir les proposer à l'officier commandant qui seul peut les décider.

« Il importe au progrès des institutions républicaines et démocratiques que l'armée rentre dans la nation, et tout d'abord en leur donnant même justice et mêmes tribunaux. Il ne peut, dans une démocratie, y avoir une loi et des tribunaux d'exception sous aucun prétexte.

« Un Code militaire et des conseils de guerre sont des instruments de tyrannie contre les soldats, et en cas de coup d'État, des moyens redoutables de pros-

cription des citoyens et de destruction de la République.

« Quel que soit le César qui procède au coup d'Etat, le procédé est le même : l'état de siège est proclamé, et le pays entier subit la domination militaire.

« Les mêmes conseils de guerre qui envoient aujourd'hui à la fusillade nos petits soldats, pour un mot, un geste contre la tyrannie galonnée de la caserne, les obligeaient à fusiller, en 1871, les Parisiens, les communaux, échappés aux premiers massacres, aux cours martiales de l'armée versaillaise.

« Pour la suppression des conseils de guerre en temps de paix, l'opinion publique, même modérée, est unanime ; elle n'a contre elle que les tenants irréductibles du militarisme et du césarisme.

« Nous demandons leur suppression entière, définitive, en temps de guerre comme en temps de paix. Pour le salut de la République et la liberté garantie de ses citoyens, il ne peut y avoir qu'une loi unique, quelle que soit la situation, quelles que soient les circonstances où ils se trouvent.

« Et d'ailleurs cet état de guerre dont argue le militarisme, n'est-il pas souvent, comme après juin 1848, après mai 1871, un état de guerre fictif, déclaré, légalisé pour la proscription sans limites et sans merci des ouvriers et des socialistes vaincus.

« L'état de guerre, l'état de siège, peuvent, en vertu

de la loi du 8 avril 1878 qui a remplacé en partie la loi du 9 août 1849, être déclarés par une loi «...en cas de péril imminent résultant... d'une insurrection armée ». Ils peuvent, par la panique ou la réaction d'une assemblée, être étendus à tout le pays, ainsi mis à la discrétion du pouvoir militaire, et livré, avec la République, au nouveau César... »

Cette proposition renouvelée au début de la législature de 1902 fut de nouveau présentée par ses auteurs à la Chambre le 10 février 1908. Nous avons tenu à la reproduire *in extenso*, d'abord parce qu'elle constitue un document officiel que nous n'avons pas le droit de ne point analyser, ensuite parce qu'elle exprime avec une brutale franchise des sentiments, que d'autres législateurs plus habiles et moins sincères envelopperont d'une phraséologie modérée destinée à les rendre acceptables pour ceux qui croient encore que la patrie et la conservation sociale sont autre chose que de vains mots.

§ III. — *Proposition Messimy et Maujan.*

65. — Cette proposition déposée le 17 octobre 1902 n'est pas beaucoup moins radicale que la proposition Vaillant : elle ne va pas cependant jusqu'à supprimer la juridiction militaire en temps de guerre ; et d'autre part, elle ne fait aucune allusion, ni dans son

exposé des motifs, ni dans son dispositif, à l'état de siège, peut-être parce que ses auteurs n'y ont pas songé.

Elle se compose seulement de six articles dont le plus long (l'art. 4) est entièrement consacré à la définition et à la répression des faits de : rébellion, outrages, violences et voies de fait envers un supérieur ou envers un inférieur, insoumission, désertion.

L'article 1^{er} dispose que : « le Code de justice militaire est abrogé, les conseils de guerre sont supprimés, en ce qui concerne le temps de paix. »

L'article 2, que : « les crimes et délits de droit commun commis par les militaires sont justiciables des juridictions de droit commun. »

On pourrait s'attendre, après cet article, à voir les auteurs de la proposition maintenir une juridiction soit purement militaire, soit mixte pour les infractions spéciales militaires. Il n'en est rien, et l'article 3 décide que « les outrages, les voies de fait, le refus d'obéissance commis par les militaires envers leurs supérieurs sont déferés à la juridiction correctionnelle. »

§ IV. — *Proposition Trouin et Chanoz.*

66. — Le renouvellement de la proposition de M. Massé (séance du 15 juin 1906) fut bientôt suivi

du dépôt d'une proposition de MM. César Trouin et Chanoz (séance du 26 juin 1906).

Les honorables députés déclarent estimer que le sentiment dont se sont inspirées les propositions dont la Chambre est déjà saisie, « est la volonté de rendre aux citoyens faisant partie de nos armées le bénéfice du droit commun que la création de tribunaux d'exception leur avait enlevé, avec les garanties qui en découlaient. »

« C'est, disent MM. Trouin et Chanoz, sous l'auspice de ce sentiment qu'ils ont voulu, dans leur projet, restituer aux juridictions répressives civiles, les infractions aux lois militaires proprement dites, les contraventions, les délits, et les crimes, dont se rendent coupables les soldats de tous grades et de toutes catégories de nos armées.

« Ce retour au droit commun, demandent les auteurs de la proposition, présente-t-il un caractère anormal ? Qui pourrait le prétendre, par quelles raisons pourrait-on le soutenir ?

« La suppression des tribunaux militaires, d'autre part, se justifie-t-elle par des motifs d'équité et de bon sens ? qui pourrait le dénier ?

Nos honorables députés vont peut-être un peu vite en besogne ; s'ils posent la question, ils esquivent la réponse, et nous ne leur en ferons point un crime, estimant que dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi il n'est besoin que d'amorcer les solu-

tions et de définir les problèmes que la discussion parlementaire aura pour fonction de résoudre.

67. — Retenons néanmoins le jugement formulé par les auteurs de la proposition sur ces conseils qu'ils couvrent de fleurs avant de les sacrifier :

« Quel que soit, dit l'exposé des motifs, l'esprit de justice et d'impartialité dont puissent être animés les officiers et sous-officiers qui composent les tribunaux militaires, quel que soit leur désir de ne rendre que des arrêts dictés par une conscience probe et loyale, il est indiscutable qu'il leur est, la plupart du temps, impossible de statuer avec la pleine liberté morale indispensable pour prononcer des sentences non entachées d'un involontaire parti pris et d'une sévérité le plus souvent excessive.

« La solidarité qui unit tous les membres de l'armée, la camaraderie qui préside ou doit présider à leurs relations, le souci principal du maintien d'une autorité qui est en partie la leur, les incite, qu'ils le veuillent ou non, à considérer comme des faits qui les touchent directement, les infractions à la discipline, les contraventions, les délits et les crimes, commis par leurs égaux ou leurs subordonnés.

« Mais il est une considération plus grave encore que cette considération d'ordre en quelque sorte psychologique, c'est que les membres des tribunaux militaires n'ont été préparés par aucune étude préalable à jouer le rôle redoutable qu'on leur attribue.

Magistrats temporaires, désignés au moment où ils ne s'y attendent pas, étrangers à toute science juridique, ils sont appelés, bien qu'ainsi dépourvus des connaissances élémentaires que tout justiciable a le droit d'exiger de ceux qui le jugent, à appliquer les plus terribles châtiments, à disposer de l'honneur, de la vie, de l'avenir de leurs concitoyens.

« Une telle anomalie ne peut se concevoir que si, à raison des circonstances, les nécessités du salut du pays prescrivent de réprimer avec une promptitude et une rigueur exceptionnelles les faits susceptibles de compromettre, en temps de guerre, la défense nationale.

« En temps de paix, rien ne commande d'imposer à la masse des citoyens, obligatoirement appelés à tour de rôle à servir la patrie, une institution que condamnent les principes élémentaires de toute justice pénale.... »

68. — Les protestations de l'exposé des motifs n'atténuent rien de la rigueur du dispositif dont il convient de donner ici les points essentiels.

Article premier. — « Les conseils de guerre sont supprimés en temps de paix ; ils ne pourront désormais fonctionner sur le territoire métropolitain et les territoires civils de l'Algérie qu'en temps de guerre, et dans les colonies autres que l'Algérie que lorsque les nécessités de la défense paraîtront justifier leur rétablissement momentané.

« Le rétablissement pourra alors être effectué par décret du président de la République sur avis conforme du conseil des ministres et sur demande du gouvernement de la colonie intéressée.

Art. 2. — « Les infractions commises par les soldats, sous-officiers, officiers de toutes armes, de tous grades et de toutes catégories des armées de terre et de mer, aux codes de justice militaire ou aux codes maritimes, seront, trois mois après la promulgation de la présente loi, déférées selon leur qualification, aux tribunaux de répression de droit commun. »

Art. 5. — « Tous les faits imputés à des militaires des armées de terre et de mer, quel que soit leur grade, qualifiés contravention ou infraction aux lois militaires ou délits de droit commun, seront déférés aux tribunaux correctionnels siégeant dans l'arrondissement où les contrevenants et inculpés tiendront garnison. Les faits qualifiés crimes soit par le Code militaire, soit par le Code pénal, seront déférés à la Cour d'assises du département dans lequel les accusés seront en garnison. »

Art. 6. — « Les infractions aux lois militaires, contraventions, délits, et crimes de droit commun commis par des marins non gradés ou ayant un grade quelconque en cours de navigation ou des militaires simples soldats ou ayant n'importe quel grade, des armées de terre et de mer stationnés dans les colonies autres que les territoires civils de l'Algé-

rie, seront déferés aux tribunaux de simple police, aux tribunaux correctionnels et criminels, des premières possessions françaises où les navires relâcheront, ou des possessions françaises dans lesquelles les contrevenants, inculpés et accusés, seront stationnés. Ils y seront jugés conformément à la procédure instituée pour les citoyens français résidant dans les dites possessions. »

§ V. — *Proposition Drelon*

69. — Cette proposition est postérieure de quelques mois (déposée le 5 novembre 1906) à la proposition Trouin et Chanoz. Elle présente un grand intérêt parce que le gouvernement, dans son cinquième projet, dont il sera parlé plus loin, l'a à peu près faite sienne.

L'exposé des motifs reproduit les considérations inévitables sur la substitution d'une armée nationale, d'une nation armée, à une armée de professionnels, mais il se distingue par certaines particularités à noter.

Du respect plus ou moins sincère pour les magistrats militaires dont est empreinte la préface de la proposition Trouin et Chanoz, il n'existe point trace dans l'exposé des motifs de la proposition Drelon.

Au sujet des objections faites à la compétence des

tribunaux correctionnels, l'auteur de la proposition s'exprime en ces termes :

« Ces arguments nous paraissent d'une très réelle gravité ; mais si justes que soient les objections soulevées, elles ne justifient pourtant nullement le maintien des conseils de guerre sous ce nom, ou sous tel autre vocable moins décrié. »

Le nom des conseils de guerre est évidemment très décrié par quelques-uns, il ne l'est point par tout le monde, et nous n'en voudrions pour preuve que le salut respectueux, envoyé par MM. Trouin et Chanoz, à l'institution qu'ils entendent détruire.

70. — En revanche, M. Drelon n'est point un fanatique du jury : il a prévu le moyen d'éviter « l'écueil du jury » ; « il suffit, dit-il, de maintenir l'échelle des peines destinées à réprimer les infractions militaires dans la limite des peines délictuelles qui comprennent, en cette matière, les travaux publics.

C'est en effet une des originalités de la proposition Drelon, qu'en s'attaquant à la compétence des juges militaires, elle ne touche point, au moins quant à présent, aux codes qui régissent les armées de terre et de mer.

71. — Et nous arrivons au trait caractéristique de la proposition de l'honorable député ; le jury lui est suspect, les tribunaux de droit commun ne lui inspirent pas une confiance absolue quand il s'agit d'apprécier les infractions spéciales aux militaires et

marins : il aborde, le premier, l'idée d'une juridiction mixte.

« Pour que le tribunal chargé de juger des délits purement militaires, puisse, en connaissance de cause, apprécier le caractère de la gravité de la faute commise, il suffit d'adjoindre aux juges des assesseurs militaires. Ce sera là un nouvel exemple de la fusion de l'élément juré avec le tribunal formé de magistrats professionnels, analogue à la composition du petit jury d'expropriation vicinale, et à celle de certains tribunaux maritimes (1). La réforme que nous proposons, pourra servir de point de départ à une réforme générale de notre organisation judiciaire si archaïque et si défectueuse. »

72. — La proposition Drelon présente en effet ce trait caractéristique, que nous retrouverons bientôt dans le projet du gouvernement, la distinction entre les faits de droit commun relevés à la charge des militaires ou des marins, et ces infractions d'ordre purement professionnel que les parlementaires appelleront le « résidu ».

Ces infractions, M. Drelon les énumère dans son exposé des motifs, ce sont :

1° L'abandon de faction, le sommeil en faction, l'abandon de poste (art. 241 à 243 du Code de justice militaire).

1. Allusion aux tribunaux institués par la loi de 1891 pour juger les collisions en mer.

2° La révolte, le refus d'obéissance, la violation de consigne, la violence envers une sentinelle, les voies de fait ou outrages envers un supérieur, la rébellion (art. 217-225).

3° La prise ou conservation illégitime de commandement, les voies de fait envers un inférieur, l'insoumission, la désertion à l'intérieur, l'absence illégale (228 à 233).

4° La désertion à l'étranger (art. 235 à 237).

5° La désertion avec complot, la provocation ou l'aide à la désertion (art. 240 à 242).

6° La vente, le détournement, la mise en gage, le recel des effets militaires (art. 244 à 247).

7° La destruction volontaire des armes, etc... (article 254).

La distinction des deux ordres d'infractions s'affirme : d'une part, par une différence de législation répressive : le Code pénal sera seul applicable à la répression de tous les crimes, délits et contraventions de droit commun commis par des militaires en temps de paix (art. 2 de la proposition), tandis que les infractions pénales purement militaires continueront à être réprimées, même en temps de paix, par les articles du Code de justice militaire : avec cette réserve que la répression sera singulièrement éternuée puisque : *a*) la peine de mort sera supprimée, *b*) le maximum de la peine des travaux publics sera réduit à cinq ans (art. 3 de la proposition) ; d'autre part,

par une différence de compétence puisque les crimes, délits et contraventions de droit commun seront jugés par les tribunaux ordinaires, et la connaissance des infractions purement militaires sera déferée à des tribunaux spéciaux dont l'article 5 de la proposition donne l'organisation.

Art. 5 : « Il sera désigné par décret un nombre suffisant de tribunaux de première instance pour juger les délits militaires prévus par l'article 3. Le décret fixe le siège de chaque tribunal et l'étendue de son ressort.

« Des audiences spéciales seront réservées à l'examen de ces délits.

« Pour chacune de ces audiences, le tribunal sera composé de trois juges civils et de deux assesseurs désignés par le général commandant le corps d'armée parmi les officiers de grade et d'ancienneté dans le grade au moins égaux à celui du prévenu, sans qu'ils puissent être d'un grade inférieur à celui de capitaine.

« La désignation pourra être faite pour chaque audience ou pour une période déterminée ne devant jamais excéder trois mois consécutifs. »

SECTION II

PROJETS DU GOUVERNEMENT

73. — Le gouvernement, comme on a pu s'en convaincre en lisant l'énumération qui figure au début de notre deuxième partie (1), n'a pas déposé moins de cinq projets relatifs à notre matière, et la succession de ces projets, l'évolution des idées dont ils s'inspirent fournissent l'occasion d'une curieuse étude de psychologie parlementaire.

Partisan, au début, des juridictions militaires, ou tout au moins sans hostilité contre elles, le gouvernement a faibli à mesure que les sommations des adversaires devenaient plus pressantes, et il a fini par consentir, presque sans réserves, le sacrifice de l'institution attaquée.

L'exposition des principales dispositions de ces documents législatifs, et les emprunts que nous ferons aux exposés des motifs dont ils sont précédés, nous permettront de mesurer d'un coup d'œil le chemin parcouru en moins de dix ans. Il semble que le rapporteur de la loi de 1857 prophétisait, lorsqu'il disait dans l'exposé des motifs : « La scène du monde change sans cesse : les lois se succèdent, et chaque

1. Voyez *supra*, nos 54 et 55.

époque y laisse l’empreinte de son esprit, de ses besoins, souvent de ses passions (1). »

§ 1. — *Premier projet du gouvernement*
(*projet de Galliffet*).

74. — Le premier projet du gouvernement fut présenté à la séance du 14 novembre 1899 par le général de Galliffet : voici dans quelles conditions : une commission dont il sera parlé plus loin à l’occasion du projet André et Vallé (2) avait été instituée au ministère de la Justice à l’effet d’élaborer une refonte complète du Code de justice militaire.

Le général de Galliffet détacha de l’ensemble du projet quelques dispositions importantes sur lesquelles l’accord s’était établi au sein de la commission et qui semblaient pouvoir être immédiatement réalisées.

Ces dispositions portaient sur les points suivants :

a) Rattachement à la juridiction ordinaire en temps de paix des crimes et délits de droit commun ;

b) Attribution à la Cour de cassation des recours dirigés contre les jugements des conseils de guerre en temps de paix (3) ;

1. Cité par le général de Galliffet dans l’exposé des motifs du projet déposé le 14 novembre 1899.

2. V. *infra*, n° 80.

3. Réforme accomplie.

c) Faculté d'accorder des circonstances atténuantes en temps de paix (1) ;

d) Votation au scrutin secret ;

e) Recrutement des parquets militaires.

En exécution de ce programme l'article 1^{er} du projet portait :

« La compétence des tribunaux militaires est limitée en temps de paix à la connaissance des crimes et délits ci-après :

« 1° Crimes et délits prévus par le titre II du livre IV du Code de justice militaire.

2° Crimes et délits commis dans l'exécution du service, sauf, en ce qui concerne les militaires de la gendarmerie, l'application des dispositions de l'article 59 du dit Code, qui demeurent en vigueur.

3° Voies de fait, outrages, ou menaces entre militaires présents sous les drapeaux ou rentrant dans l'une des autres catégories visées par l'article 56 du même Code... »

75. — Le projet du général de Galliffet aborde le premier l'idée de la création d'un corps spécial de justice militaire dans lequel se recruteraient les parquets des conseils de guerre.

Art. 6. — « Il est créé pour le service des parquets dans les conseils de guerre et éventuellement dans les conseils de revision, un corps spécial placé sous

l'autorité du ministre de la guerre, chef de la justice militaire... »

Nous retrouverons précisée, et présentée avec plus d'ampleur, cette création dans le projet André-Vallé, et nous nous réservons de l'étudier sous ce projet(1).

§ II. — *Deuxième projet du gouvernement* (*Projet André-Monis*).

76. — Ce projet a été déposé à la séance du 24 mai 1901. Le Comité de contentieux du ministère de la Guerre a résumé en ces termes les principes nouveaux introduits dans le projet :

A) Modification de la procédure d'information et de mise en jugement, et création, en temps de paix, de commissions d'accusation militaires analogues aux chambres de mise en accusation.

B) Application de la mise en liberté provisoire aux inculpés militaires (réforme accomplie).

C) Réduction du nombre des conseils de guerre permanents.

D) Suppression de la minorité de faveur dans les conseils de guerre composés de sept membres.

E) Application de la loi de sursis aux condamna-

1. V. *infra*, n° 79. Le général de Galliffet se contentait de détacher quelques dispositions, qui lui semblaient mûres pour la discussion, du projet d'ensemble qui n'a été présenté que par son successeur.

tions prononcées par les tribunaux militaires pour délits de droit commun (réforme accomplie).

F) Application aux condamnés militaires des lois sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit et de la loi sur la libération conditionnelle (réforme accomplie).

G) Remaniement des règles spéciales applicables aux diverses situations de l'état de guerre et de l'état de siège.

Le projet André-Monis maintenait la création du corps de justice militaire dont il a été parlé tout à l'heure et que nous examinerons au paragraphe suivant (1). Il inaugure la conception des « commissions d'accusation ».

77. — *Les « commissions d'accusation »* (2). — La création de ces commissions est l'un des points importants de ce projet auquel il faut reconnaître le mérite de ne pas se lancer dans la voie des innovations imprudentes.

Parmi les critiques contre l'organisation de la justice militaire que nous avons eu l'occasion de signaler une de celles qui revient avec le plus d'insistance sous la plume de tous les écrivains qui se sont consacrés à l'étude de ces questions, est celle qui a trait à l'autorité qualifiée pour renvoyer les inculpés devant

1. V. *supra*, n° 75 et *infra*, n° 79.

2. Sur les commissions d'accusation conf. Seligman, *Bulletin de la Société de Législation comparée* de mars 1900.

le conseil de guerre. Nous rappelons que, si c'est le ministre de la Guerre qui a donné l'ordre d'informer, c'est lui qui statue directement, à l'heure actuelle, sur la mise en jugement. Dans tout autre cas, c'est le général commandant la circonscription, qui seul peut ordonner les poursuites ou prononcer le non-lieu.

L'article 145 du projet André-Monis porte : « Si le rapporteur estime que le fait est de nature à être puni des peines des travaux publics, de la détention ou d'une peine criminelle, et que la prévention contre l'inculpé est suffisamment établie, il ordonne que les pièces d'instruction, le procès-verbal constituant le corps du délit et un état des pièces à conviction soient transmis, sans délai, par le commissaire du gouvernement, près la commission d'accusation, pour être statué par cette commission sur la mise en jugement ainsi qu'il sera dit à la section suivante. »

Si nous essayons de nous rendre un compte exact du système présenté par les rédacteurs du projet, nous n'aurons pas de peine à constater qu'il s'inspire directement des errements suivis par notre Code d'instruction criminelle.

En droit commun, si le juge d'instruction estime que le fait qui lui a été déféré constitue un simple délit, il renvoie le prévenu devant le tribunal de police correctionnelle ; s'il juge que le fait constitue un crime il rend une ordonnance de renvoi devant la chambre des mises en accusation.

Dans le projet André-Monis, nous rencontrons une distinction analogue: si le rapporteur, qui est le juge d'instruction militaire, estime que le fait à raison duquel il a informé constitue un délit puni de l'emprisonnement ou de l'amende il prononce l'envoi de l'inculpé devant le conseil de guerre (art. 144 du projet) ; si le fait lui paraît constituer un crime il renvoie le prévenu devant la commission d'accusation et c'est celle-ci qui statuera sur la mise en jugement.

La commission d'accusation joue donc le rôle de la chambre des mises en accusation (1).

L'analogie entre les deux institutions se poursuit dans les articles 146 et 147, dans lesquels la commission nous apparaît comme le juge d'appel des ordonnances du rapporteur, de même que la chambre des mises en accusation est le juge d'appel des ordonnances du juge d'instruction.

Comment se recrutera la commission d'accusation ? c'est ce qui nous est expliqué par l'article 148 : « Le chef de l'État fixe, par décret, le nombre, le siège, le ressort des commissions d'accusation à instituer dans les circonscriptions territoriales de l'intérieur et de l'Algérie.

« Les commissions d'accusation sont composées de

1. C'est d'ailleurs le caractère que lui attribue expressément le comité du contentieux du ministère de la Guerre. V. projet André et Monis, p. 117.

trois juges dont un président pris parmi les fonctionnaires du corps de la justice militaire (1), savoir :

« Un conseiller inspecteur de première ou deuxième classe, président ;

« Deux conseillers de première ou seconde classe.

« Il y a, près de chaque commission, un commissaire du gouvernement et un greffier.

« Le commissaire du gouvernement est un conseiller de première ou de seconde classe : ces fonctions peuvent être remplies par le commissaire du gouvernement près le conseil de guerre siégeant au même lieu que la commission.

« Il peut être nommé un substitut du commissaire du gouvernement et un commis greffier si les besoins du service l'exigent... »

Article 151: « La commission d'accusation entend, en audience non publique, le rapport d'un de ses membres désigné par le président.

« Le ministère public et le conseil de l'accusé peuvent assister à l'audience et présenter des observations sommaires, le conseil de l'accusé ayant toujours la parole le dernier.

« La commission peut ordonner, s'il y échet, des informations nouvelles.

« Elle peut également ordonner, s'il y a lieu, l'apport des pièces à conviction restées au greffe du

1. V. *infra*, n° 79.

conseil de guerre, le tout dans le plus court délai.

« Les juges délibèrent hors de la présence du commissaire du gouvernement et du conseil de l'accusé ; ils statuent à la majorité des voix, le juge rapporteur opinant le premier, et le président le dernier.

« Le jugement est motivé et prononcé par le président en audience publique.

« La minute est signée par le président et le greffier. »

Le projet s'écarte ici, sur divers points, du Code d'instruction criminelle : la présence du conseil de l'accusé à l'audience, de la commission d'accusation, l'apport possible des pièces à conviction, la prononciation publique de l'arrêt de mise en accusation, témoignent, de la part des auteurs, de l'intention, tout en se rapprochant des errements de la procédure pénale de droit commun, d'y apporter quelques perfectionnements.

§ III. — *Troisième projet du Gouvernement* (*projet André-Vallé*).

78. — Le deuxième projet André, « portant réforme du Code de justice militaire pour l'armée de terre », a été déposé à la Chambre des députés le 17 octobre 1902 par MM. le général André, ministre de la Guerre, et Vallé, garde des sceaux.

Ce projet maintient les conseils de guerre tout en

donnant satisfaction aux critiques fondées qui ont été dirigées contre certains détails de leur organisation.

79. — Le livre premier pose les principes généraux de la justice militaire telle que la conçoivent les auteurs du projet :

Article premier. — « Des conseils de guerre sont organisés, en permanence, dans les circonscriptions militaires territoriales, et, éventuellement, aux armées et dans les places de guerre déclarées en état de siège en raison de l'approche de l'ennemi.

« Des prévôtés sont, en outre, établies aux armées.

Art. 2. — « Les règles de compétence des conseils de guerre, la procédure et les pénalités varient, selon que la justice militaire s'exerce dans les circonscriptions territoriales en temps de paix, ou s'applique :

« A des troupes mobilisées, ou appelées, par ordre du ministre de la Guerre, à participer à des opérations de guerre ;

« A des circonscriptions ou portions de circonscriptions déclarées comprises dans la zone des troupes d'opération, en vertu d'un décret.

« Et à des communes, arrondissements, départements ou places de guerre déclarés en état de siège en vertu des lois du 9 août 1849 et du 3 avril 1878.

Art. 3. — « Dans les circonscriptions territoriales en état de paix, la justice militaire n'est, sauf les cas de complicité prévus aux articles 95 à 97, com-

pétente qu'à l'égard des militaires et assimilés, et sa compétence est réduite aux crimes et délits prévus par le titre II du livre IV et aux crimes et délits de droit commun commis dans l'exécution du service militaire... »

Art. 4. — « La justice militaire ne statue que sur l'action publique, sauf les cas prévus à l'article 93, et aucune personne ne peut se porter partie civile devant les tribunaux militaires. Ces tribunaux peuvent néanmoins ordonner au profit des propriétaires la restitution des objets saisis ou des pièces à conviction lorsqu'il n'y a pas lieu d'en prononcer la confiscation.

Art. 6. — « Les jugements des conseils de guerre ne sont pas susceptibles d'appel.

« La cassation peut en être poursuivie, soit devant la Cour de cassation, soit devant des conseils de cassation militaires, selon les cas, dans les conditions prévues par le livre II (1). »

79. — « *Le corps de justice militaire* » : La partie la plus intéressante, à notre point de vue, du second projet André est le livre V qui a trait à l'organisation d'un corps de justice militaire (2).

1. Rappelons que par l'article 44 de la loi budgétaire du 15 avril 1906 les conseils de revision (c'est-à-dire de cassation militaire) ont été supprimés. V. *supra*, n° 56.

2. Rappelons que cette conception que nous envisageons ici sous son aspect définitif figure dans le projet de Galliffet et dans le premier projet André.

« Il est créé, dit l'article 364 du projet, un corps de magistrats militaires dénommés conseillers de la justice militaire.

« Le corps relève directement du ministre de la Guerre.

« Il a une hiérarchie propre, ne comportant aucune assimilation avec les grades de l'armée ; mais ses membres jouissent des bénéfices de la loi du 19 mai 1834, sur l'état des officiers.

« Cette hiérarchie et le rang des fonctionnaires qui en font partie sont ainsi réglés :

« Conseillers de 4 ^e classe.	. . .	capitaine.
—	3 ^e classe.	. . . chef de bataillon.
—	2 ^e classe.	. . . lieut.-colonel.
—	1 ^{re} classe	. . . colonel.
« Conseiller insp. de 2 ^e cl.	. . .	général de brig.
—	1 ^{re} cl.	. . . général de div.

« L'avancement a lieu exclusivement au choix.

« Le cadre du personnel attaché d'une manière permanente aux parquets et aux greffes des conseils de guerre, aux conseils de cassation, est fixé conformément aux tableaux A, B, C, de la présente loi.

« La proportion des différents grades de la hiérarchie du corps des conseillers de la justice militaire sera la même que dans le corps de l'intendance militaire.

Art. 366. — « Le corps de la justice militaire se

recrute parmi les capitaines de toutes armes, en activité.

« L'admission a lieu à la suite d'un concours et d'un stage dont les conditions seront déterminées par un décret. »

Art. 367. — « Les cadres du corps de la justice militaire sont temporairement complétés en cas de mobilisation, par des conseillers de la justice militaire de réserve et de l'armée territoriale, qui remplissent les conditions déterminées par un décret... »

Quelles sont les attributions de ce corps de justice militaire défini par les articles dont nous venons de reproduire le texte ?

Le corps des magistrats militaires fournit : 1° le personnel des parquets, 2° celui des conseils de cassation, 3° celui des commissions d'accusation (1).

1. On s'est demandé pourquoi le corps de la justice militaire ne fournirait pas aussi les juges des conseils de guerre. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de donner la réponse à cette question, du général du Barrail. « Pour moi, dit le général, je repousse absolument cette réforme de notre loi militaire essentielle. J'entends que le conseil de guerre soit constitué tel qu'il l'est aujourd'hui. En faisant des officiers judiciaires un corps à part, on ferait vite un corps imbu d'un tout autre esprit que celui de l'armée, et leurs jugements ne seraient plus rendus dans cet esprit de justice et de solidarité qu'ils ont aujourd'hui très certainement. » (Général du Barrail, *Revue Mame*, n° 249.)

On pourrait peut-être dans tous les cas emprunter au corps de justice militaire les présidents des conseils de guerre. V. en ce sens Dietz, *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1899.

80. — Ce projet très étudié, s'il a été produit sous la responsabilité de MM. le général André et Vallé, est en réalité l'œuvre du Comité du contentieux et de la justice militaire. Ce Comité, créé par décret du 31 janvier 1899, était alors composé de :

MM. Guérin (Eugène), sénateur, président ;

Crétin, contrôleur général de l'administration de l'armée, directeur du contentieux et de la justice militaire au ministère de la Guerre, conseiller d'État ;

Milliard, sénateur ;

Guyot-Dessaigne, député ;

Sauzet (remplacé le 11 janvier 1900 par M. Muteau, député) ;

Gervais de Rouville, conseiller d'État ;

Lyon (Camille), conseiller d'État ;

Faure-Biguet, conseiller à la Cour de cassation ;

Rau, conseiller à la Cour de cassation ;

Derindinger, général de division, commandant génie de la place de Paris ;

De Lacroix, général de division, sous-chef d'état-major général de l'armée ;

Maurin, intendant militaire, directeur de l'intendance du 2^e corps d'armée ;

Olivier, colonel d'artillerie breveté, secrétaire ;

Secrétaires-adjoints : MM. Bouniols, docteur ne

droit, ancien chef du secrétariat particulier du ministre de la Guerre (1) ;

Audibert, contrôleur del'administration de l'armée.

La haute autorité qui s'attache aux noms des membres de ce comité est une garantie de la valeur de leur œuvre, et l'on ne peut s'empêcher de regretter que l'évolution des idées ait entraîné les parlementaires et le gouvernement à leur suite, bien au delà de conceptions qui se recommandaient par la notoriété de leurs auteurs.

§ IV. — *Quatrième projet du gouvernement* (*Projet Berteaux.*)

81. — Le dépôt du projet de MM. Berteaux, Thomson et Chaumié (17 mars 1905) a eu simplement pour but (comme le dépôt du projet de Galliffet) de pourvoir au plus pressé.

Le caractère de ce dépôt est précisé dès les premières lignes de l'exposé des motifs :

« Les deux ministres qui nous ont précédés, sont déposé des projets de loi tendant à modifier la compétence des conseils de guerre et même à refondre complètement le corps de justice militaire.

1. M. Bouniols est un spécialiste très compétent qui a publié notamment des articles intéressants sur la matière dans la *Nouvelle Revue* en 1899.

« La commission que vous avez saisie de ces projets a déposé ses conclusions et l'honorable M. Morlot, en rendant compte dans un rapport très complet et très étudié, du résultat de ses travaux, « ne se dissimule pas les difficultés que présente la discussion publique d'un projet qui compte 204 articles (374 dans le texte présenté par le général André). »

Les ministres signataires du projet détachent de l'œuvre du général André (ou plutôt, comme nous l'avons dit, de l'œuvre du Comité du contentieux du ministère) quatre dispositions essentielles :

L'une concernant l'admission des circonstances atténuantes (réforme accomplie) ;

Une autre concernant la substitution de la Cour de cassation aux conseils de revision (réforme accomplie) ;

Une autre visant l'abrogation du paragraphe 12 de l'article 15 du décret organique du 2 février 1852 qui prive de leurs droits électoraux les militaires condamnés aux travaux publics ;

Et enfin la disposition fondamentale qui est à la base de toutes ces réformes : l'attribution, pour le temps de paix, aux tribunaux de droit commun, de la connaissance de tous les crimes et délits de droit commun commis par les militaires ; les conseils de guerre n'étant plus appelés à connaître que des infractions purement militaires, les conseils de guerre maritimes que des infractions spéciales aux marins.

82. — Il convient de nous arrêter ici un instant. Le gouvernement a proposé jusqu'alors un certain nombre de réformes qui sont devenues des faits acquis : admission des circonstances atténuantes en matière militaire, application à ces matières de la mise en liberté provisoire, de l'imputation de la détention préventive, de la loi de sursis, de la libération conditionnelle.

Aux griefs formulés contre les conseils de guerre à raison de leur incompétence juridique il a répondu en proposant la création d'un corps de justice militaire qui présenterait les plus sérieuses garanties.

Aux critiques adressées aux pouvoirs exorbitants du général commandant la circonscription, il a opposé la conception des commissions d'accusation.

Enfin, les projets successifs des divers ministres antérieurs au général Picquart ont pour but principal de faire des tribunaux de droit commun les juges uniques des faits de droit commun, ces faits eussent-ils été commis par des militaires ou des marins.

Les conseils de guerre ne seront plus que des juridictions d'exception, appelés à juger les faits militaires comme les tribunaux de commerce sont appelés à juger les faits commerciaux. Il semblerait que l'œuvre est complète.

Mais les partis extrêmes, les adversaires irréconciliables des conseils de guerre ne désarment pas. M. Vaillant et ses quarante-sept collègues ne cessent

de réclamer la suppression complète, absolue, définitive des justices militaires. MM. Messimy et Maujan ne veulent ni pour les faits de droit commun, ni pour les infractions militaires, d'un tribunal militaire ou même mixte. MM. Trouin et Chanoz votent également « la mort sans phrases » des juges d'épée, et les plus modérés, comme M. Drelon, s'accommodent tout au plus de tribunaux mixtes dans lesquels l'élément militaire sera débordé par l'élément civil.

Que va faire le gouvernement ? Il a apporté au Parlement, tantôt sous forme fragmentaire, tantôt dans son ensemble, une œuvre étudiée, pondérée, issue de la collaboration des membres les plus compétents des deux Chambres, de l'armée, du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation.

Défendra-t-il cette œuvre née sous ses auspices et qu'il a quatre fois déjà prise sous sa responsabilité ?

§ V. — *Cinquième projet du gouvernement*
(*Projet Picquart*).

83. — Le gouvernement prit définitivement attitude à la date du 21 janvier 1907. C'est en effet à cette date que MM. Guyot-Dessaigne, ministre de la Justice, Picquart, ministre de la Guerre, et Thomson, ministre de la Marine, déposèrent sur le bureau de la Chambre des députés un nouveau projet de loi « portant

suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer, et des tribunaux maritimes, et portant suppression des établissements pénitentiaires militaires. »

Nous passerons sur la phraséologie obligatoire qui déclare « mauvaise toute législation qui n'est plus en rapport avec les mœurs et la constitution politique », condamne « les juridictions d'exception, inévitable attribut du régime d'autorité », appelées à disparaître « dès que les peuples s'éveillent à la liberté, font de l'égalité de tous les citoyens devant la loi la règle constitutionnelle. »

Le gouvernement précise nettement le terrain de notre étude, en affirmant avec raison que « la question des conseils de guerre est à vrai dire une question de compétence. »

Sans doute, on peut considérer comme contiguë à notre matière la question de pénalité et se demander s'il existe des objections sérieuses contre l'adaptation au Code de droit commun des infractions commises par les militaires.

On peut se demander, et le gouvernement a chance d'être suivi dans cette voie par presque tout le monde, s'il ne suffirait pas aux besoins de la discipline que l'on fit « de la qualité de militaire, dans certains cas, une circonstance aggravante élevant le coefficient de la pénalité ».

Mais la question grave, la question primordiale se

pose lorsqu'il s'agit d'établir la juridiction de jugement.

84. — Le gouvernement donne en ces termes la synthèse de sa conception :

« Il y a des faits qui ne sont délits ou crimes que parce qu'ils sont commis par des militaires, tels : l'abandon de poste, la violation d'une consigne, l'insubordination.

D'autres faits portent une si grave atteinte à la discipline de l'armée et entraînent en même temps des conséquences pénales qui dépassent tellement la portée de l'action disciplinaire, qu'il semble bien que l'appréciation doive en être confiée à la fois aux tribunaux et à des hommes qui ont la responsabilité de la discipline.

« Cependant pour faire juger des faits d'un caractère spécial par des hommes compétents et responsables, point n'est besoin de changer la nature ou de bouleverser l'ordre des juridictions : il suffit, dans les cas assez rares où cela est nécessaire, de modifier la composition des cours ou tribunaux, sans rien changer aux règles de la compétence... »

Il est facile, après cet exposé de principes, d'entrevoir la conception gouvernementale et de comprendre que le gouvernement va s'approprier les grandes lignes de la proposition Drelon.

C'est ce qui apparaît nettement si l'on passe en revue les principaux articles du projet :

« Article premier. — Les conseils de guerre permanents tant dans l'armée de terre que dans l'armée de mer et les tribunaux maritimes sont supprimés.

« Art. 2. — Les dispositions du Code d'instruction criminelle et du Code pénal s'appliquent aux contraventions, délits et crimes commis par les militaires ou marins en temps de paix, sans préjudice des sanctions disciplinaires qui, en vertu des règlements, pourront être prononcées par les autorités militaire ou maritime, et sous réserve des dispositions ci-après. »

Cet article dont la rédaction n'est pas parfaitement claire signifie, l'exposé des motifs nous éclaire sur ce point, que tous les crimes, délits et contraventions sont attribués en principe à la compétence des tribunaux de droit commun. Mais la fin de l'article nous annonce des réserves.

Ces réserves figurent dans l'article 31 du projet.

« Art. 31. — L'article 180 du Code d'instruction criminelle (1) est ainsi modifié : « Si les infractions poursuivies sont celles prévues par les articles 291, 292, 293, 294, 311², 224, 234, §§ 2, 3, 4, 235³ du Code pénal, le président, juge civil, sera assisté de deux assesseurs militaires. »

Or, les articles du Code pénal dont il s'agit qui

1. Art. 180 C. I. C. : Ces tribunaux (tribunaux d'arrondissement) en matière correctionnelle pourront prononcer au nombre de trois juges.

sont des articles nouveaux, introduits par la loi présentée, visent : l'abandon de poste, le sommeil des sentinelles, l'insulte à une sentinelle par paroles, gestes ou menaces, la violation d'une consigne (art. 291) l'insubordination isolée ou concertée (art. 292 et 293), la prise d'armes sans autorisation (art. 294), les violences envers un supérieur (art. 311), l'outrage envers un supérieur (art. 224), le fait d'un commandant de la force publique qui, après avoir été légalement requis par l'autorité civile, refuse de faire agir la force placée sous ses ordres ou d'obéir à la réquisition à lui délivrée (art. 234), la soustraction d'armes, d'objets d'équipement, d'un cheval, d'une embarcation, la désertion isolée ou concertée (art. 235), en un mot ce que l'on pourrait appeler les infractions professionnelles, c'est-à-dire celles qui ne peuvent exister qu'à raison du caractère du délinquant, ou sont aggravées par ce caractère.

85. — Le gouvernement a pensé qu'à raison de ces infractions spéciales, il convenait d'attribuer compétence à une juridiction spéciale, et celle qu'il a imaginée serait composée d'un magistrat civil président, et de deux assesseurs militaires.

Après avoir ainsi organisé la juridiction de première instance, le projet du gouvernement s'est préoccupé de la juridiction d'appel qu'il compose d'un conseiller de la chambre des appels de police cor-

rectionnelle (président ou juge-doyen) et de quatre assesseurs militaires.

S'agit-il d'un crime commis par un militaire ou marin, c'est la cour d'assises qui est compétente : mais il faut distinguer si le fait constitue un crime de droit commun ou s'il consiste dans des blessures, coups, violences envers un supérieur (art. 309 à 311), ou dans une rébellion concertée soit à terre, soit à bord (art. 234, §§ 3 et 4).

Dans le premier cas le jury est composé conformément à la loi du 21 novembre 1872, c'est-à-dire comme à l'ordinaire, et dans le second cas (lorsqu'il s'agit de crimes spéciaux) il doit être composé de six militaires (officiers ou sous-officiers de l'armée de terre ou de l'armée de mer suivant que l'accusé est militaire ou marin) (art. 31 du projet).

86. — Ainsi donc, la règle fondamentale sur laquelle repose tout le système de compétence du projet, est la distinction des faits de droit commun dont la connaissance échappe entièrement aux membres de l'armée, et des crimes ou délits militaires, à l'occasion desquels les représentants de l'armée viennent collaborer avec la justice civile en qualité :

1° D'assesseurs délibérant avec le juge civil lorsqu'il s'agit de faits justiciables du tribunal correctionnel ou de la chambre des appels de police correctionnelle ;

2° De jurés lorsque l'infraction est déférée à la Cour d'assises.

87. — L'article 33 du projet présente un tableau de la composition des jurys militaires de Cours d'assises d'après lequel nous pouvons constater que cette composition varie avec le grade de l'accusé, et ne comporte jamais l'admission d'un juré de grade inférieur à celui de l'accusé. En revanche, le grade de l'accusé est toujours représenté dans le jury au moins par un de ses égaux, à moins qu'il ne soit caporal, brigadier ou soldat.

Nous ne pouvons nous dispenser de donner ici la composition de ces tableaux :

Armée de terre.

<i>Grade de l'accusé.</i>	<i>Grades des jurés.</i>
— Sous-officier caporal ou brigadier soldat	{ 1 colonel ou lieutenant-colonel. 1 chef de bataillon, d'escadron, ou major 1 capitaine. 1 lieutenant 1 sous-lieutenant 1 sous-officier. } ou 2 lieut.
 Sous-lieutenant	{ 1 colonel ou lieutenant-colonel. 1 chef de bataillon, d'escadron, ou major. 1 capitaine. 2 lieutenants. 1 sous-lieutenant.
 Lieutenant	{ 1 colonel ou lieutenant-colonel. 1 chef de bataillon, etc. 2 capitaines. 2 lieutenants.

Capitaine	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ colonel.} \\ 1 \text{ lieutenant-colonel.} \\ 2 \text{ chefs de bataillon, etc.} \\ 2 \text{ capitaines.} \end{array} \right.$
Chef de bataillon ou d'escadron ou major	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ général de brigade.} \\ 1 \text{ colonel.} \\ 2 \text{ lieutenants-colonels.} \\ 2 \text{ chefs de bataillon, etc.} \end{array} \right.$
Lieutenant-colonel	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ général de brigade.} \\ 3 \text{ colonels.} \\ 2 \text{ lieutenants-colonels.} \end{array} \right.$
Colonel	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ général de division.} \\ 3 \text{ généraux de brigade.} \\ 2 \text{ colonels.} \end{array} \right.$
Général de brigade	$\left\{ \begin{array}{l} 4 \text{ généraux de division.} \\ 2 \text{ généraux de brigade.} \end{array} \right.$
Général de division	$\left\{ \begin{array}{l} 6 \text{ généraux de division.} \end{array} \right.$

Armée de mer.

<i>Grade de l'accusé.</i>	<i>Grades des jurés.</i>
Officier marinier quartier-maître matelot ou assimilé	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ capitaine de vaisseau} \\ 1 \text{ capitaine de frégate} \\ 1 \text{ lieutenant de vaisseau.} \\ 2 \text{ enseignes.} \\ 1 \text{ officier marinier.} \end{array} \right.$ ou 2 capitaines de frégate.
Aspirant, enseigne, ou assimilé	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ capitaine de vaisseau.} \\ 1 \text{ capitaine de frégate.} \\ 2 \text{ lieutenants de vaisseau.} \\ 2 \text{ enseignes.} \end{array} \right.$
Lieutenant de vaisseau ou assimilé	$\left\{ \begin{array}{l} 1 \text{ capitaine de vaisseau.} \\ 2 \text{ capitaines de frégate.} \\ 3 \text{ lieutenants de vaisseau.} \end{array} \right.$

Capitaine de frégate ou officier supérieur ayant un rang au plus égal à celui de capitaine de frégate	{ 1 contre-amiral. 3 capitaines de vaisseau. 2 capitaines de frégate.
Capitaine de vaisseau	{ 1 vice-amiral. 3 contre-amiraux. 2 capitaines de frégate.
Contre-amiral	{ 4 vice-amiraux. 2 contre-amiraux.
Vice-amiral	{ 6 vice-amiraux.

Il est précisé que l'officier le plus élevé en grade ou à grade égal, le plus ancien, sera chef du jury.

∴

87 bis. — Les divers projets et propositions dont nous venons d'exposer les dispositions principales furent renvoyés, les uns à la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, les autres aux commissions de l'armée et de la marine ; mais en dernière analyse tous vinrent aboutir à la commission de la réforme judiciaire, sous la réserve que les deux autres commissions seraient appelées à donner leur avis.

Ces avis furent en effet émis au nom de la commission de l'armée par M. Klotz, au nom de la commission de la marine par M. Charles Guernier (1). Il est

1. Annexes au procès-verbal de la séance du 7 mai 1907. Les deux avis et le rapport de la commission de la réforme judiciaire furent déposés en même temps.

nécessaire d'en retenir les points principaux, parce que, d'une part, c'est un moyen de préciser le caractère de la réforme, et parce que, d'autre part, ces avis font connaître très certainement la mentalité de la Chambre, et empêchent les défenseurs impénitents des justices militaires de se faire des illusions sur l'issue de leur résistance.

Prenons d'abord l'avis exposé au nom de la commission de l'armée par M. le député Klotz :

Il est bien entendu que le nouveau régime doit fonctionner « sans que le maintien de la discipline dans l'armée ait à en souffrir », excellente pensée à laquelle s'associent tous les bons Français, mais qui permet de se demander si les moyens employés sont bien en harmonie avec le but poursuivi.

Quels sont donc ces moyens dont M. le député Klotz donne la synthèse et grâce auxquels l'armée de la République sera toujours prête aux grands devoirs que l'avenir peut tenir en réserve (1) ?

Ils consistent : 1° à distinguer les infractions de droit commun ; 2° les infractions de nature militaire, « celles que nous dénommons infractions au devoir militaire, celles qui intéressent directement la discipline, c'est là une distinction essentielle. »

D'ailleurs, l'honorable organe de la commission professe au regard de cette catégorie d'infractions des

1. Rapp. Klotz, p. 7.

idées très restrictives, puisqu'il n'y comprend ni l'insoumission, ni la désertion, ni le détournement, le vol et la destruction d'objets militaires, si bien que les manquements au devoir militaire se réduisent à l'abandon de poste, l'outrage, la révolte, ou la violence envers un supérieur (1).

Que convient-il de faire de ces deux classes d'infractions ? « Les soumettre intégralement au droit commun quant à la procédure de l'instruction, mais les différencier quant à la procédure de jugement. »

Et la différence quant à la procédure de jugement ? Elle consistera, en ce qui concerne les infractions militaires, dans l'adjonction de quelques officiers à un tribunal en majorité composé de conseillers à la Cour d'appel. Nous trouverons tout à l'heure dans le rapport de M. Labori la justification ou du moins l'apologie de cette combinaison.

M. le député Klotz définit les idées générales auxquelles ont obéi ses collègues de la commission :

« 1^o Adoucir (2) systématiquement les pénalités.

« 2^o Supprimer les différences de répression qui existaient au profit des officiers (3).

1. Rapp. Klotz, p. 7 et 8.

2. Rapp. Klotz, p. 5 et 6.

3. « En ce qui concerne les punitions des sous-officiers et des hommes de troupe, la commission a estimé qu'il convenait de leur enlever tout caractère de peine corporelle en proposant d'atténuer la rigueur du régime de la salle de police, de la salle de correction et de la cellule de correction. Dans le même ordre d'idées, la punition de consigne

« 3° Faire disparaître du système pénal la peine militaire des travaux publics, et transformer la peine de la dégradation militaire, en édictant qu'elle ne sera plus qu'une peine accessoire, et qu'elle ne comportera plus la parade de dégradation qui jusque-là en faisait partie.

« 4° Enfin rendre les pénalités instituées semblables à celles que fixe le Code pénal, établir la plus grande symétrie de répression au point de dire, comme on a pu le faire pour la rébellion, que les peines seront celles qu'édicte le Code pénal de 1810. »

Toutes ces mesures sont inspirées par l'intérêt de l'armée. C'est par leur application que « l'armée de la République doit rester forte » ; c'est à ce prix qu'elle sera prête « aux grands devoirs que l'avenir peut tenir en réserve ».

Nous avouons pour notre part ne pas comprendre le rapport de cause à effet qui peut exister entre cet énervement de la justice militaire et l'aptitude de l'armée au grand devoir que l'avenir lui réserve.

à la chambre a été supprimée.— Les punitions des officiers ont fait l'objet d'une modification importante par suite de la suppression des arrêts simples que propose la commission... ; elle estime que pour l'officier le sentiment du devoir doit surtout le guider et que, sauf pour des fautes graves, la répression morale est suffisante. C'est dans ce but que la commission a proposé de remplacer les arrêts simples par un système de réprimandes à divers degrés... » (Rapp. Klotz, lettre du général Picquart, p. 14 et 13).

87 *ter.* — Le rapport de M. Charles Guernier au nom de la commission de la flotte produit l'effet d'une dissonance au milieu de ce concert de diatribes plus ou moins franches contre le militarisme de terre ou de mer et laisse deviner que l'égorgement de la justice maritime soulèvera plus de difficultés que le sacrifice des conseils de guerre.

La commission de la marine fait ses réserves sur le rapport présenté au nom de la commission de la réforme judiciaire (1).

« L'article 1^{er}, dit M. Guernier, dispose : « Les conseils de guerre sont supprimés en temps de paix, tant dans l'armée de terre que dans l'armée de mer, les tribunaux maritimes sont supprimés. »

« L'article 31 ajoute : « En temps de paix, et par dérogation à l'article 25, les juridictions maritimes siégeant à bord continueront de fonctionner en se conformant à la procédure organisée par la loi du 4 juin 1858, mais en appliquant à leurs justiciables les peines prévues au Code pénal... »

Le projet dit : « Les tribunaux maritimes sont supprimés. » Faut-il entendre par là que tous les tribunaux maritimes sont supprimés, ou seulement quelques-uns d'entre eux ? et dans ce cas, lesquels ?

« Le rapport est muet sur ce point. »

1. Rapp. Labori, voir plus loin.

En comparant le texte du projet avec l'article 44 de la loi du 17 avril 1906 (1) on est conduit à conclure « que le texte du projet : « les tribunaux maritimes « sont supprimés » doit juridiquement s'entendre de la suppression de tous les tribunaux maritimes sans exception. »

« Il n'a pas paru possible à la commission de la marine de laisser passer une aussi grosse réforme sans présenter quelques observations (2). »

Et M. Guernier, au nom de la commission de la marine, émet cet avis qu'à la formule : « Les tribunaux maritimes sont supprimés » il y aurait lieu de substituer une série de dispositions plus précises dont il donne ainsi le texte.

« Article premier. — Sont supprimés même en temps de guerre les tribunaux maritimes de revision permanents (3), les tribunaux maritimes permanents (4), les tribunaux maritimes spéciaux de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés.

1. Pour cette loi voyez *supra*, n° 56.

2. Rapp. Ch. Guernier, p. 4.

3. Réforme accomplie.

4. Etablis pour connaître des crimes et délits commis dans l'intérieur des ports, arsenaux, établissements de la marine, et des crime, de piraterie. Ils sont composés d'un capitaine de vaisseau ou frégates président, et de six juges, savoir : 1° un juge du tribunal de 1^{re} instance, 2° un juge suppléant ou à défaut un avocat ou un avoué, 3° un commissaire-adjoint ou sous-commissaire de marine, 4° et 5° deux lieutenants de vaisseau, 6° un sous-ingénieur de 1^{re} ou 2° classe.

« Les tribunaux maritimes spéciaux de la loi du 30 mai 1854 seront remplacés par des tribunaux qui porteront le titre de tribunaux pénitentiaires spéciaux des colonies. »

Dans le projet d'article 2 : les crimes et délits commis dans l'intérieur des ports, arsenaux, etc., sont renvoyés, en temps de paix devant la juridiction de droit commun, en temps de guerre devant le conseil de guerre maritime permanent.

Les faits de piraterie seraient justiciables de la cour d'assises.

La commission conclut comme le projet du gouvernement au maintien pur et simple des juridictions siégeant à bord (c'est-à-dire les conseils de justice et les conseils de guerre) sauf les conseils de revision qui seraient remplacés par la Cour de cassation.

*
* *

88. — Le dernier mot devait appartenir, d'après les intentions de la Chambre, à la commission de la réforme judiciaire.

Le rapporteur élu par cette commission fut M. Labori.

D'autre part, le projet du gouvernement n'a point été agréé dans toute son étendue par la commission de la réforme judiciaire : de là un contre-projet de la commission dont la divergence avec la conception

gouvernementale est ainsi précisée par M. Labori :

« Le gouvernement, dans son projet, avait, vous le savez, distingué, pour les infractions purement militaires, entre les crimes et les délits, et proposé la création de deux juridictions. Estimant qu'un tel système ne manquerait pas d'amener dans la pratique, et sans avantage sérieux, des complications qu'il importait d'éviter, votre commission a pensé qu'une juridiction unique connaissant à la fois des crimes et des délits était en tous points préférable.

« Convenait-il, dans ces conditions, de créer un rouage judiciaire entièrement nouveau et pouvant encore apparaître comme une forme atténuée des conseils de guerre ? Votre commission a cru devoir recourir à une juridiction déjà existante, en en modifiant seulement la composition dans la mesure nécessaire pour concilier les intérêts dont il vient d'être question. Nous avons été ainsi amenés à vous proposer de déférer les délits militaires à une chambre de la cour d'appel spécialement formée à cet effet par l'adjonction d'un certain nombre d'officiers.

« Les magistrats et les officiers qui la composeront prononceront à la majorité des voix en décidant à la manière d'un véritable jury suivant leur conscience et leur intime conviction... »

L'expression des tendances ainsi avouées dans le préambule du rapport de M. Labori se formule dans l'article 3 du projet de la commission :

« Les crimes et délits prévus et réprimés par les sections II et III du livre V du Code pénal, sont déférés à une chambre spécialement formée dans les cours d'appel déterminées ci-après. Cette chambre est composée de *quatre* membres de la cour et de *trois* officiers. Elle est présidée par un président de chambre ou à défaut par le plus ancien des conseillers. Le premier président la convoquera toutes les fois que les besoins du service l'exigeront.

« Au cas où l'inculpé aurait le grade de général de division ou de vice-amiral, la chambre de la cour serait présidée par le premier président, sans préjudice du droit qu'aura ce magistrat de la présider toutes les fois qu'il le jugera convenable. »

89. — Nous ne voulons pas, pour l'instant, nous attarder aux questions de détail. Aussi bien la présente monographie est-elle une simple étude des questions de principes, et non une dissertation sur des particularités d'application qui n'ont qu'une bien petite importance au point de vue du grand problème posé par la campagne ouverte dans le Parlement contre les juridictions militaires.

Ce qu'il importe de constater c'est la distance réellement immense qui sépare le projet de la commission du projet du gouvernement, quelque radical que soit ce dernier.

En effet, en ce qui concerne les crimes militaires, le projet du gouvernement laissait en définitive le

dernier mot sur la question de fait aux représentants de l'armée, au jury militaire, plus compétent à coup sûr que les magistrats civils pour apprécier la gravité de faits tels que les blessures ou violences envers un supérieur, ou de rébellion concertée avec armes, ou de révolte à bord.

Dans le projet de la commission l'élément militaire n'apparaît plus que noyé dans l'élément civil. Trois officiers, quatre magistrats de la Cour d'appel délibèrent et jugent ensemble; la majorité appartenant aux conseillers à la Cour d'appel.

Une Cour d'assises est liée par le verdict du jury : tout ce qu'elle peut faire c'est de se mouvoir entre les limites du maximum et du minimum s'il n'y a point de déclaration en faveur de l'admission des circonstances atténuantes, et, dans le cas où il existe une déclaration de ce genre, d'abaisser la peine d'un ou de deux degrés suivant que l'accusé lui paraît mériter plus ou moins d'indulgence.

Ce qui se produit dans l'ordre civil se serait produit de même d'après le projet du gouvernement, au regard des crimes militaires. Les militaires (ou les marins) auraient proclamé la culpabilité ou l'innocence, ils auraient ouvert ou fermé la porte à la clémence.

Avec le projet de la commission rien de semblable. Si les magistrats de la Cour n'ont pas la même conception des nécessités de la discipline et de la gra-

vité de l'infraction que les trois militaires ou marins qui délibèrent avec eux, ces derniers seront mis en échec.

Il est vrai que, d'autre part, lorsqu'il faudra appliquer la peine, l'indulgence des professionnels pourra se heurter à la sévérité des conseillers et le résultat ne sera pas meilleur. Les juges les plus compétents seront tenus en échec par ceux que leurs habitudes professionnelles auront le moins préparés à la solution de questions de cette nature.

Cette question de la majorité est abordée plus franchement dans l'avis de la commission de l'armée que dans le rapport Labori :

« Fallait-il, dit M. Klotz, composer les membres de ce tribunal (c'est-à-dire du tribunal appelé à juger les infractions au devoir militaire), uniquement de militaires ? Non, car c'eût été ressusciter le conseil de guerre (1), dont nous avons décidé la suppression.

« Fallait-il le composer de juges tous militaires, un magistrat civil occupant la présidence (2) ? Ce système a obtenu de nombreuses préférences ; ceux qui l'ont soutenu ont déclaré que la présence d'un magistrat de carrière suffisait à préserver cette juridiction nouvelle de tout vice de forme, et à garantir aux accusés la plénitude des droits de la défense.

1. Quel inconvénient cela aurait-il, puisque, de l'aveu des rapporteurs, les militaires sont les meilleurs appréciateurs en ces matières.

2. C'est le système proposé au Sénat par M. Delpech.

« Nous avons toutefois estimé que la majorité, quelle qu'elle fût, accordée aux juges militaires présentait un sérieux inconvénient...

« L'armée semblerait venger ses propres injures. »

En vérité, en présence d'un pareil argument, on ne comprend pas que lorsqu'au quartier un militaire insoumis refuse de faire la corvée d'écurie, le remède proposé ne consiste pas à lui faire dresser procès-verbal par le commissaire de police, car en le punissant (1), le maréchal des logis semblerait venger sa propre injure.

Découronnée par le projet ministériel, la juridiction militaire est annihilée par le projet de la commission.

Le rapporteur n'a d'ailleurs point dissimulé la tendance dont il se faisait l'interprète : il s'agit pour la commission d'écarter un rouage judiciaire « qui pouvait encore apparaître comme une forme atténuée des conseils de guerre ».

Il ne s'agit pas pour la commission de la chambre des députés d'énervier les conseils de guerre dans les cas où leur compétence est tellement évidente qu'on n'ose pas la contester, il faut les détruire.

Qu'importe après cela le mode de désignation des

1. Il est vrai qu'il ne le punira plus, le droit de punir n'appartenant pas aux sous-officiers, ni même aux officiers d'un grade inférieur à celui de capitaine.

officiers de l'armée de terre ou de la marine qui collaborent dans une si étroite mesure avec les magistrats civils ? qu'ils soient désignés pour un an ou pour une affaire, que cette désignation soit faite à l'aide d'un tableau dressé par le général commandant la circonscription territoriale (le préfet maritime pour les marins) d'après le grade et l'ancienneté, ou de toute autre manière, ce sont là des détails de peu d'intérêt.

*
* *

90. — Et maintenant jetons un coup d'œil d'ensemble sur ces divers plans de réforme dont nous nous sommes bornés à indiquer les grandes lignes.

Que resterait-il des conseils de guerre après le vote d'une législation nouvelle consacrant les principes posés dans les documents que nous avons passés en revue ? Rien, si le parlement prêtait l'oreille aux instances de ses membres les plus radicaux ; peu de choses s'il acceptait sans l'amender la dernière conception du gouvernement.

« Nous demandons, disent les signataires de la proposition Vaillant, la suppression entière, définitive des conseils de guerre en temps de guerre comme en temps de paix. » Qui assurera la discipline en temps de guerre ? qui fera justice tant des infractions militaires que des crimes et délits de droit commun ?

Personne sans doute ! à moins qu'on ne fasse suivre les armées de tribunaux de première instance avec leur personnel de juges d'instruction et de membres du ministère public — car il faut bien espérer que nos troupes ne seront pas condamnées à ne faire campagne que sur le territoire national.

M. Laboria dit sérieusement quoique laconiquement dans son rapport : « Votre commission a écarté tout d'abord la première solution (suppression même en temps de guerre) parce qu'elle a pensé qu'elle était incompatible avec les nécessités de la guerre (1). »

Si l'on adopte le projet Picquart, il y aura encore des conseils de guerre fonctionnant conformément aux anciennes données :

- 1° En temps de guerre ;
- 2° En cas d'état de siège.

Nous lisons, en effet, dans l'article 39 du projet Picquart : « Le Code du 9 juin 1857 demeurera en outre applicable dans les communes et départements en état de siège et dans les places assiégées ou investies. Toutefois, dans ces divers cas, les tribunaux de droit commun tels qu'ils sont définis et organisés par le présent code resteront compétents, tant que la juridiction militaire n'aura pas revendiqué la poursuite. »

Il est bien probable qu'un orage éclatera sur les

1. Rapport Labori, page 7.

bancs les plus avancés de la Chambre lorsqu'il sera question de maintenir, en cas d'état de siège, la juridiction des conseils de guerre et le Code de 1857.

C'est cependant ce qui résulte non seulement de l'article 39 du projet du gouvernement, mais aussi de l'article 25 du contre-projet de la commission (1) :

« A partir du jour de la publication de l'ordre de mobilisation générale, ou en cas d'état de siège, la présente loi cessera d'être applicable, et les dispositions des lois du 9 juin 1857, et du 4 juin 1858 seront en vigueur, à l'exception de celles relatives à la peine des travaux publics qui est supprimée et remplacée par un emprisonnement de un à cinq ans... Les juridictions du temps de paix resteront compétentes tant que l'autorité militaire ne revendiquera pas la poursuite. »

3° Pour les troupes faisant partie d'une colonne.

4° A bord (il s'agit bien entendu de certains conseils de guerre maritimes).

« Art. 40. — En temps de paix les juridictions maritimes siégeant à bord continueront de fonctionner, en se conformant à la procédure organisée par la loi du 4 juin 1858, mais en appliquant à leurs justiciables les peines prévues au Code pénal modifié par la présente loi. »

Enfin en ce qui concerne les infractions militaires

1. Rapp. Labori, page 61.

il subsiste, un vague conseil de guerre ou du moins un jury de six officiers, qui collabore avec une Cour composée de magistrats civils.

Encore ce jury qui aurait été souverain au regard de la question de fait a-t-il paru trop dangereux à la commission de la Chambre qui a préféré remplacer la juridiction proposée par le gouvernement, par une chambre de la Cour d'appel dans laquelle se perdrait une minorité d'officiers.

La commission chargée d'étudier les projets et propositions de loi antérieurs à 1904, avait essayé de sauver quelque chose de la justice militaire, organisait dans son projet des conseils de discipline militaire dont la composition était très analogue à celle de nos conseils de guerre actuels et qui se réunissaient tous les trois mois pour juger les faits purement professionnels : sommeil en faction ou en vedette, abandon de poste, révolte, insubordination, désertion... etc. (1).

M. le député Drelon, dans l'exposé des motifs de sa proposition (déposée le 5 novembre 1906) fait observer non sans raison du reste que l'organisation des conseils de discipline, n'est que le maintien, sous un autre nom des conseils de guerre (2).

Le gouvernement se l'est tenu pour dit, et dans

1. Rapport Morlot, p. 105. Art. 20 et suiv. du projet de la commission.

2. Proposition Drelon, p. 2 et 3.

son dernier projet il n'est plus question des conseils de discipline, ni d'aucune juridiction dans laquelle les membres de l'armée soient les « maîtres chez eux ».

SECTION III

DE L'INSTRUCTION DES CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR LES MILITAIRES OU MARINS

91. — Nous avons évité pour ne pas tomber dans des redites, de traiter, sous chacun des projets ou propositions que nous venons de résumer, de la poursuite et de l'instruction des infractions commises par les militaires des armées de terre ou de mer. Nous avons pensé qu'une étude d'ensemble sur cette matière conviendrait mieux à l'édification de nos lecteurs.

Parmi les documents que nous avons passés en revue, plusieurs sont muets sur l'organisation de l'instruction, sans doute parce que les auteurs de propositions tendant à l'abolition des conseils de guerre ont estimé, non sans raison, que la suppression des juridictions spéciales de jugement impliquait nécessairement la suppression des juridictions spéciales d'instruction.

On pourrait cependant soutenir que l'introduction du procureur de la République et du juge d'instruction à la caserne, constitue une atteinte encore plus

grave à l'organisation de l'armée, que l'attribution de compétence aux juridictions civiles de jugement.

Que l'armée soit obligée de livrer « ses brebis galeuses » au juge de droit commun, cela se conçoit plus facilement que la pensée de voir les dépositaires habituels de l'action publique perquisitionner dans les chambrées et procéder sous les yeux du commandement militaire à l'arrestation des officiers et des soldats. La nuance qui sépare les deux méthodes a échappé à l'extrême-gauche, mais des parlementaires moins absolus dans leurs conceptions l'ont bien aperçue et le gouvernement n'a pu la méconnaître (1).

92. — L'honorable M. Drelon a consacré à la constatation des délits et à leur poursuite tout le titre II de sa proposition et quelques articles du titre III.

« Art. 7. — Les crimes, délits et contraventions de droit commun, commis par des militaires, sous les drapeaux, seront poursuivis par le procureur de la République, soit directement, soit à la requête de l'autorité militaire. »

« Art. 8. — Lorsque le procureur de la République est saisi, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un officier de police judiciaire, mais autrement que par l'autorité militaire, d'une plainte contre un mili-

1. Remarquons toutefois que M. Klotz résume le système de la commission de l'armée par cette formule très claire : « Soumission intégrale au droit commun quant à la procédure de l'instruction mais différenciation quant à la procédure de jugement. » (Rapp. Klotz, p. 4.)

taire, il en avise immédiatement le général commandant la subdivision, ou s'il s'agit d'un officier général, le général commandant le corps d'armée et le ministre de la Guerre. »

« L'autorité militaire, ainsi prévenue, prend les mesures nécessaires pour assurer la comparution de l'inculpé tant à l'instruction qu'à l'audience.

« Art. 9. — Le chef du corps auquel appartient l'inculpé ne pourra le faire arrêter même provisoirement à raison des faits de la plainte qu'en matière de flagrant délit ou s'il est avisé de la délivrance d'un mandat d'arrestation.

« L'inculpé arrêté sera remis à l'autorité civile qui dressera procès-verbal de cette remise et en laissera copie au chef de corps pour sa décharge. »

« Art 10. — Si un militaire est inculpé seulement au cours d'une information judiciaire, le juge d'instruction doit avertir sans retard le procureur de la République, et lui remettre, s'il y a lieu, un mandat d'arrestation. Le procureur de la République agit ensuite comme il est dit aux articles précédents.

« Art. 11. — Les crimes, délits et contraventions commis par des militaires peuvent également être constatés et les auteurs en être recherchés par les commandants et majors de place, les chefs de corps, de dépôt et de détachement, les chefs de service du génie et de l'artillerie, et les membres de l'intendance

militaire, soit directement, soit par un officier placé sous leurs ordres et délégué à cet effet.

« Le général commandant la subdivision militaire est aussitôt informé. Il avise le procureur de la République et peut ordonner l'arrestation provisoire de l'inculpé.

« Dans le cas d'insoumission la plainte est adressée par le commandant de recrutement de la subdivision à laquelle appartient l'insoumis, au général qui y commande.

« Art. 12. — Si le fait de l'inculpation constitue un délit purement militaire, le procureur de la République, saisi de la plainte, avise le procureur de la République près le tribunal désigné suivant les termes de l'article 5 dans le ressort duquel a été commise l'infraction, et remet à ce dernier le soin de la poursuite (1).

« Art. 13. — Il est procédé à l'instruction et au jugement de l'affaire dans la forme du Code d'instruction criminelle.

« Art. 14. — S'il s'agit d'un délit purement mili-

1. L'article 5 de la proposition Drelon est ainsi conçu : « Il sera désigné par décret un nombre suffisant de tribunaux de première instance pour juger les délits militaires prévus par l'article 3. Le décret fixe le siège de chaque tribunal et l'étendue de son ressort.

Des audiences spéciales seront réservées à l'examen de ces délits. Pour chacune de ses audiences le tribunal sera composé des trois juges civils et de deux assesseurs désignés par le général commandant le corps d'armée... »

taire, l'autorité militaire assure la comparution du prévenu devant le juge d'instruction commis.

« Au cas où celui-ci délivrerait un mandat d'arrestation, l'inculpé serait détenu préventivement à la prison militaire qui devra exister au siège de chacun des tribunaux désignés suivant les termes de l'article 5 (1).

« De même, au cas d'appel, la détention préventive ne pourra s'exercer que dans une prison militaire.

« Art. 16. — Les militaires condamnés pour délits militaires subiront leur peine dans un pénitencier ou dans une prison militaire (2). »

93. — Le dernier projet du gouvernement (projet Picquart) ne pouvait négliger cette partie si importante de la matière. Ce projet qui s'inspire très visiblement, comme nous l'avons déjà dit, de la proposition Drelon, consacre à la constatation et à la poursuite des infractions commises par des militaires ou marins, ses articles 29 et 30 ainsi conçus :

« Art. 29. — Les crimes et délits commis par des militaires ou marins seront constatés et poursuivis dans les mêmes formes que les autres crimes et délits de droit commun.

« Toutefois les crimes et délits commis par les militaires ou marins, soit à l'intérieur d'un établisse-

1. Le dernier projet du gouvernement et le contre-projet de la commission suppriment les prisons militaires.

2. Même observation.

ment de la guerre ou de la marine, soit à bord d'un navire de guerre, et les crimes ou délits commis par des militaires ou marins à l'égard d'autres militaires ou marins, ne pourront être constatés que par le procureur de la République ou par les personnes énumérées aux articles 84 (1, 2, 3, 4,) et 85 de la loi du 9 juin 1857 ; 114 (1, 2, 3) et 115 de la loi du 4 juin 1858 agissant sous l'autorité du général commandant le corps d'armée ou du préfet maritime (1).

« S'il s'agit des infractions prévues ou réprimées par les articles 291, 292, 293, 294, 234 (2, 3, 4,) et 235 (2) du Code pénal elles ne pourront être constatées que par les officiers de police judiciaire militaire ou maritime ci-dessus spécifiés.

« S'il résulte des procès-verbaux dressés qu'il y a flagrant délit, le commandant d'unité, ou le chef d'établissement militaire saisira d'urgence le procureur de la République qui observera la procédure des flagrants délits. Avis de cette mesure sera immédiatement donné au général commandant le corps d'armée ou au préfet maritime suivant les cas.

« Hors le cas de flagrant délit les faits énoncés dans les deux paragraphes ci-dessus ne pourront être poursuivis que sur une plainte adressée au procureur de la République par le général commandant le corps d'armée ou le préfet maritime. Les ministres de la

1. Voir *infra*, n. 104.

Guerre et de la Marine pourront toujours exercer directement le droit de plainte.

« Le droit de citation directe ou de constitution de partie civile devant le juge d'instruction n'est pas ouvert aux militaires des armées de terre ou de mer, en ce qui concerne les crimes et délits commis par d'autres militaires ou marins.

« Ils ne pourront procéder que par voie de plainte adressée par la voie hiérarchique au général commandant le corps d'armée ou au préfet maritime. Ils pourront également adresser leur plainte dans la même forme aux ministres de la Guerre ou de la Marine.

« Art. 30. — Lorsque le procureur de la République est saisi autrement que par l'autorité militaire et pour des faits différents de ceux spécifiés au paragraphe 3 de l'article 29, il en avise immédiatement le commandant de l'unité à laquelle appartient le militaire ou le marin.

« Le commandant de l'unité sera tenu de mettre l'inculpé à la disposition de la justice.

« Toutes les fois que le procureur ne citera pas à l'audience des flagrants délits, le militaire ou marin contre lequel il aura reçu une plainte des autorités militaires ou maritimes, il devra ouvrir une information et l'instruction sera conduite conformément aux règles du droit commun.

« Tous mandats de comparution, d'amener, de dé-

pôt ou d'arrêt, ne peuvent être décernés que par l'intermédiaire du commandant de l'unité à laquelle appartient le militaire ou le marin.

« L'exécution en est immédiatement assurée. Procès-verbal est dressé, par l'autorité judiciaire, de la remise de l'inculpé. Copie de ce procès-verbal est délivrée au chef de corps qui en rend compte au commandant de corps d'armée. »

94. — Le projet de la commission ne diffère pas sensiblement du projet du gouvernement. En présentant ici les articles qui concernent la poursuite des infractions commises par des militaires ou marins, nous prenons la liberté d'en intervertir l'ordre, considérant qu'il y a une légère faute de distribution des dispositions légales dans le fait de présenter dans l'article 11 l'exception, avant la règle qui est formulée dans l'article 13 :

Art. 13.— « Les infractions commises par des militaires ou marins en temps de paix, autres que celles prévues et réprimées par les sections II et III du livre V du Code pénal, sont poursuivies soit sur la plainte de l'autorité militaire, soit directement. »

Il résulte de ce premier alinéa de l'article 13 que le pouvoir de constatation des infractions commises par des militaires ou marins appartient aussi bien à l'autorité militaire ou maritime qu'au procureur de la République, puisque la disposition de notre

texte prévoit la poursuite sur la plainte de l'autorité militaire.

Mais nous regrettons de ne pas trouver dans le projet de la commission la réserve qui figure dans le deuxième alinéa de l'article 29 du projet du gouvernement : « les crimes et délits commis par des militaires ou marins soit à l'intérieur d'un établissement de la guerre ou de la marine, soit à bord d'un navire de guerre, et les crimes ou délits commis par des militaires ou marins à l'égard d'autres militaires ou marins, ne pourront être constatés que par le procureur de la République ou par les personnes énumérées aux articles 84 et 85 de la loi du 9 juin 1857, et 115 de la loi du 4 juin 1858 », ce qui exclut toute intrusion d'agents subalternes étrangers à l'armée ou à la flotte.

L'article 13 du projet de la commission poursuit : « En ce dernier cas (le cas où le ministère public se saisit directement) le procureur de la République avise immédiatement le général commandant la circonscription, ou le préfet maritime, qui est tenu de prendre les mesures nécessaires pour mettre l'inculpé à la disposition de la justice. »

L'article 14 implique l'exécution des mandats délivrés par le juge d'instruction (mandats de comparution, d'amener, de dépôt ou d'arrêt), par l'intermédiaire du chef de corps puisqu'il y est spécifié que celui-ci, si délivrance lui a été faite d'un mandat,

fera remettre immédiatement l'inculpé à l'autorité civile.

Le rôle de l'autorité militaire est d'ailleurs défini par l'article 15 : « Les généraux commandant les circonscriptions territoriales, les préfets maritimes, les commandants d'armes, et majors de garnison, les chefs de corps, de dépôt, ou de détachement, les chefs de service, chacun dans sa circonscription peuvent, en cas d'urgence, constater soit directement, soit par l'intermédiaire d'un officier délégué à cet effet, les infractions commises par des militaires, mais sous la réserve expresse d'aviser immédiatement le procureur de la République chargé de la poursuite. »

Disposition complétée par l'article 16 qui vise les délits commis à bord ou dans l'intérieur d'un établissement militaire.

« Lorsqu'il y a lieu soit de constater un crime, un délit ou une contravention dans un établissement militaire ou maritime, ou à bord d'un bâtiment de l'État, soit d'y arrêter un inculpé, l'autorité civile adresse à l'autorité militaire des réquisitions tendant soit à obtenir l'entrée de l'établissement ou l'accès du bâtiment, soit à assurer l'arrestation de l'inculpé. L'autorité militaire ou maritime est tenue de déférer à ces réquisitions. »

95. — Tous ces textes visent les faits de droit commun et par conséquent constituent la règle. L'exception est formulée dans l'article 11 :

Art. 11. — « Les crimes et délits prévus par les sections II et III du livre V du Code pénal (c'est-à-dire les infractions militaires) sont poursuivis, en temps de paix, par le procureur de la République sur la plainte du chef de corps ou de service, ou de l'autorité militaire supérieure. »

La poursuite est donc subordonnée à la plainte de l'autorité militaire et ne pourrait être intentée spontanément par le parquet du tribunal civil chargé de connaître des infractions commises par des individus appartenant aux armées de terre ou de mer (1).

Quant à l'instruction, il y sera procédé conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 décembre 1897 (art. 12 du projet).

Les dispositions concernant le droit de citation directe ou de constitution de partie civile devant le juge d'instruction sont les mêmes que celles du projet du gouvernement (art. 18 du projet de la commission, art. 29, alinéa 4, du projet du gouvernement) : Ce droit n'est pas ouvert aux militaires en ce qui concerne les infractions commises par d'autres militaires.

1. Il y aurait donc dans les cas visés une exception préjudicielle analogue à celles qui constituent le défaut de plainte du mari en cas d'adultère, de l'industriel lésé en cas de contrefaçon, etc.

CHAPITRE II

Discussion des projets et propositions de loi sur la réforme ou la suppression des conseils de guerre

96. — Nous devons commencer par limiter le terrain de notre discussion. Toute la justice militaire est aujourd'hui mise en question : ce qu'il s'agit de modifier ou de supprimer ce n'est pas seulement l'institution des juges d'épée, c'est aussi le Code pénal militaire, la répression disciplinaire sans caractère contentieux. Notre étude n'embrasse point tout cela : nous nous sommes proposé de donner une modeste monographie concernant les projets de réforme des conseils de guerre. C'est dire que les autres points de la réforme ne nous intéressent pas, que les infractions commises par des militaires soient punies par des textes spéciaux ou par le Code pénal, que la peine des travaux publics continue ou cesse d'exister, que les compagnies de discipline, les prisons militaires, les pénitenciers disparaissent ou ne disparaissent pas, nous n'avons pas à nous en inquiéter ; nous nous contenterons de dire que la meilleure

législation à nos yeux est celle qui assimilera le plus complètement les militaires aux autres citoyens lorsque l'assimilation est possible.

Or, l'assimilation du militaire et du non-militaire, possible la plupart du temps, cesse de l'être lorsque le fait, relevé à la charge du délinquant, procède exclusivement des obligations militaires qui pèsent soit sur lui-même, soit sur un codélinquant. Pour rendre notre pensée plus facile à saisir à l'aide d'un ou de deux exemples, nous ferons remarquer qu'il est impossible de désertir si l'on n'est pas soldat, ou de provoquer à la désertion s'il n'y a pas de militaires ; que la vente d'effets militaires ne peut se concevoir s'il n'existe pas un soldat pour les vendre à l'individu militaire ou non qui les achète.

97. — Il y a donc des faits militaires, et des faits de droit commun. Les faits militaires constituent ce que M. Labori appelle le « résidu », ce que nous appellerons plus respectueusement le terrain réservé.

Quand il s'agit des faits de droit commun, notre solution est bien simple, plus de pénalité spéciale, plus de juridiction d'exception. La Cour d'assises, le tribunal de police correctionnelle et le prétoire (1) du juge de simple police ouvrent leurs portes pour tout le monde.

1. Qu'on ne nous reproche pas cette expression. En Italie, le juge de paix s'appelle le préteur (il pretore).

Tout au plus pourrait-on dire, et le gouvernement a tenu compte de cette idée dans son dernier projet (le projet Picquart), que si le délit, au sens large, a été commis par un militaire dans l'exercice de ses fonctions, il pourra y avoir lieu à une aggravation de peine analogue à celle qui frappe les officiers de police judiciaire dans des conditions semblables.

Un voleur en uniforme est un voleur comme un autre. Anastay qui porta sa tête sur l'échafaud ne différerait en rien d'un autre assassin; il n'y a aucune raison pour faire aux uns un traitement différent des autres, pour ne pas déférer tous les malfaiteurs, quel que soit leur costume, à la même juridiction.

L'idée est fort bien exprimée dans l'exposé des motifs du projet de Galliffet.

« Le gouvernement, y est-il dit, n'avait pas à rechercher si, dans son organisation, son fonctionnement, ses méthodes, la juridiction militaire est en soi préférable à la juridiction civile; mais si des motifs d'ordre supérieur obligent de soustraire à celle-ci, quelle que soit d'ailleurs sa valeur relative, les personnes appartenant à l'armée.

« Ces motifs ont été exposés comme il suit par les auteurs de la loi du 9 juin 1857 :

« Les deux juridictions sont aujourd'hui également propres à faire respecter les lois générales : le projet donne la préférence au juge militaire parce qu'il est le juge naturel de l'armée; parce que même en violant la

loi commune, le militaire ne perd pas cette qualité, parce que mettre l'armée sous la main de la justice civile, quand ne l'exige pas une nécessité impérieuse, c'est confondre ce qui doit être rigoureusement séparé; c'est ouvrir une source de conflits regrettables; c'est ôter à la peine qui frappe le soldat, ce qui la rend exemplaire et saisissante, la rapidité. »

« Le gouvernement ne pense pas que ces arguments aient une valeur décisive.

« ... Même en violant la loi civile, le militaire ne perd pas cette qualité. » On peut dire à plus juste titre qu'en revêtant l'uniforme on ne cesse pas d'être citoyen, et comme tel soumis à la loi commune.

« ... Mettre l'armée sous la main de la justice civile, c'est confondre ce qui doit être rigoureusement séparé... » Simple pétition de principes car la question est précisément de savoir s'il ne convient pas de séparer deux ordres de faits qui apparaissent comme nettement distincts : La violation des devoirs qui s'imposent à tous, et la violation des devoirs inhérents à la profession militaire et dont l'ensemble constitue la discipline des armées.

..... « C'est ouvrir une source de conflits regrettables... » qui ne voit au contraire que les chances de conflits sont bien plus nombreuses dans un système qui, pour déterminer la compétence ne s'attache pas seulement à la nature de l'acte, à la qualité de celui qui l'a commis, mais à des circonstances fortuites qui

au hasard des découvertes de l'instruction, risquent de faire passer et repasser, d'une juridiction à l'autre, la connaissance de l'affaire ? (1) »

On ne saurait mieux dire, et nous n'avons pu résister au désir de reproduire *in extenso* ce vigoureux morceau de dialectique qui répond victorieusement à toutes les objections.

Le principe que proposent comme fondement à la législation nouvelle tous ceux dont le but avoué ou inavoué n'est pas de détruire la justice militaire, c'est la compétence *ratione materiæ*, c'est-à-dire la détermination de la compétence des tribunaux militaires (nous parlons bien entendu d'après le système qui conserve ces tribunaux) d'après la nature du délit et non d'après la qualité du délinquant.

L'adoption de cette doctrine présenterait de grands avantages auxquels il est fait allusion dans la dernière phrase que nous avons citée de l'exposé des motifs du projet du général de Galliffet.

« Les difficultés si nombreuses qui s'élevaient sur l'état de présence ou d'absence des militaires, les décisions souvent critiquables de la jurisprudence sur ces deux points vont disparaître. Il n'y aura désormais plus à distinguer entre ces deux situations ; le militaire présent ou absent ne sera plus justiciable

1. Exposé des motifs du projet de Galliffet, p. 3 et 4.

des conseils de guerre que relativement aux délits militaires (1). »

98. — « Quant à la rapidité de l'exécution, dit l'exposé des motifs, elle n'offre un intérêt réel qu'en temps de guerre ou lorsque la discipline est en cause (2). » Nous sommes pour notre part un peu de l'avis de M. Barboux qui estime qu'il vaut mieux être acquitté au bout de trois mois que condamné au bout de six semaines. Mais si l'on reprochait à cette manière de voir d'envisager le problème un peu trop au point de vue de l'intérêt du délinquant, nous pourrions démontrer par quelques chiffres empruntés aux statistiques judiciaires qu'il ne faut s'exagérer ni la prétendue célérité des tribunaux militaires, ni la prétendue lenteur des tribunaux de droit commun.

Il résulte d'un tableau relevé par M. Laloë (3), que sur 793 procédures militaires suivies en 1887 contre des prévenus de faits de droit commun :

10 0/0 ont été closes dans le premier mois.

51 0/0 ont été closes dans le deuxième mois.

39 0/0 plus tard.

Dans le même temps les procédures suivies devant les tribunaux de droit commun se liquidaient, savoir :

42 0/0 dans la première quinzaine ;

27 0/0 dans la seconde ;

1. H. Pernot, *op. cit.*, p. 194.

2. Projet Galliffet, *loc. cit.*

3. *Observations sur le Code de justice militaire*, p. 161.

18 0/0 dans le deuxième mois ;

13 0/0 plus tard.

Ce qui prouve que la peine « au pied boiteux » *pede pœna claudo*, ne boite pas plus de sa jambe civile que de sa jambe militaire.

*
**

Cette attribution de la connaissance des faits de droit commun aux juridictions de droit commun qui ne passe que pour une concession sans valeur aux yeux des irréconciliables ennemis des conseils de guerre, est cependant une immense révolution. On n'a cessé de penser en France, pendant tout le siècle dernier, et l'on pense dans tous les Etats Européens que la violation de la loi commune revêtait un caractère de gravité exceptionnelle lorsqu'elle émanait d'un militaire présent sous les drapeaux. En transgressant la loi commune, le militaire viole aussi la discipline, règle suprême de la vie militaire (1).

Mais cette affirmation admise en 1857 comme un article de foi, est-elle autre chose qu'une de ces phrases sonores qui bercent une époque sans rien prouver du tout ?

Nous n'hésitons point à traiter de phraséologie une bonne partie des griefs formulés aujourd'hui con-

1. Pernot, *op. cit.*, p. 185.

tre les conseils de guerre; mais il est de toute équité de ne pas attribuer aux adversaires de la justice militaire le monopole de la phraséologie, et de reconnaître qu'ils ont eu en 1857 des devanciers parmi les champions des institutions aujourd'hui attaquées.

Pour défendre les principes ordinaires du droit, juges militaires et juges de droit commun sont également qualifiés: et ce n'est pas faire tort à la dignité des juges d'épée, que de revendiquer au profit des tribunaux de droit commun la connaissance des infractions qui n'ont rien de spécialement militaire.

..

99. — Si nous avons été, sur le terrain du droit commun, d'accord avec les réformateurs, nous cesserons de l'être lorsque nous nous rencontrerons sur ce que nous avons appelé plus haut le terrain réservé.

Non seulement nous ne pouvons nous entendre avec ceux qui demandent la suppression des conseils de guerre, mais il nous est impossible d'accéder aux théories des parlementaires qui rêvent de je ne sais quel amalgame de la justice civile et de la justice militaire. Où l'armée française est représentée elle ne doit céder le pas à personne; et nous aimerions mieux voir nos officiers chassés du prétoire que de les y voir admis dans une situation amoindrie et humiliée.

Nous rappelons ici les deux systèmes : le projet Picquart, le contre-projet de la commission. D'après le projet du gouvernement la connaissance des crimes militaires est déférée à la Cour d'assises, mais dans ce cas, le jury est composé de six officiers : si le fait incriminé ne constitue qu'un délit, il est jugé en première instance par un magistrat civil assisté de deux assesseurs militaires ; en appel par un conseiller à la Cour assisté de quatre assesseurs militaires. D'après le projet de la commission toutes les infractions militaires seraient déférées à une juridiction unique composée de quatre conseillers à la Cour d'appel et de trois officiers.

Ni l'un ni l'autre de ces systèmes ne peut être accepté sans protestation. L'armée les subira sans doute avec une résignation patriotique, elle n'y donnera pas son adhésion.

Prenons d'abord le système de la commission. Que vient faire à l'audience cette minorité d'officiers ? Renseigner la majorité sur les exigences de la discipline ? Souffler les magistrats civils *tibicinis Latini modo* ? (1) ou leur aptitude juridique, même en ce qui comme les matières techniques est inférieure à celle des magistrats, et alors pourquoi ne pas laisser les magistrats juger seuls ? ou leurs lumières sont supérieures à celles des magistrats, et le jugement ne peut

1. Cicéron : *pro Murena*.

que perdre à n'être pas rendu uniquement par les juges les plus éclairés.

Le projet du gouvernement fait aux officiers une situation plus supportable. En matière de crime ils fournissent le jury : ils diront donc le dernier mot sur la question de la culpabilité et des circonstances atténuantes. Assesseurs au tribunal correctionnel et à la Chambre des appels de police correctionnelle, ils ont la majorité des suffrages : leur influence est prépondérante. Mais à côté de la question d'influence, il y a la question de dignité, et le colonel sera toujours amoindri aux yeux de l'inférieur qui comparait devant lui s'il s'efface devant une robe noire ou rouge, qui l'accable, fut-ce le plus courtoisement du monde, de sa supériorité.

100. — Est-il encore temps de défendre l'existence des conseils de guerre ? Nous en doutons fort, et sommes très porté à croire que leur suppression est irrévocablement décidée. Il y a sept ou huit ans toutes les monographies sur la matière répétaient à l'envi : « nous ne voulons pas envisager l'hypothèse de la suppression » ; aujourd'hui, au contraire, c'est probablement la seule hypothèse qui puisse être envisagée, et il est trop tard pour parler des améliorations d'une juridiction qui n'existera plus demain.

C'est pour nous cependant une question de conscience d'examiner les améliorations qui pourraient être apportées à cette institution que nous ne verrons

pas disparaître sans inquiétude et sans chagrin. Et puis, qui sait ? Demain ne nous appartient pas. Mais qui disposera d'après-demain.

101. — Dans les idées qui ont été remuées par le comité de réforme de la justice militaire (nous voulons parler du comité extra-parlementaire qui fonctionne au ministère de la guerre) il y en a qui méritent de surnager, ne fut-ce que pour être mises en réserve, en vue du jour où, après une expérience plus ou moins décevante, on rétablira sur des bases plus solides la juridiction des conseils de guerre.

102. — Dans ce nombre il faut incontestablement compter la création d'un corps spécial de justice militaire présentant de sérieuses garanties d'aptitude juridique. Or cette création apparaît dans les projets de Galliffet, André et Monis, André et Vallé. Elle constitue une sérieuse amélioration et pourrait, à notre sens, être encore étendue. En effet, d'après les trois projets qui proposent sa création, le corps des magistrats militaires serait appelé à fournir le personnel des parquets et celui des commissions d'accusation(1).

On pourrait demander au corps de justice militaire des services plus étendus, comme par exemple de fournir les présidents des conseils de guerre ; ce qui souffrirait d'autant moins de difficulté que les

1. Nous ne parlons pas du personnel des conseils de cassation, cette dernière institution ayant cessé d'exister.

conseillers de justice militaire peuvent avoir de l'avancement jusqu'au grade de général de division.

Enfin cette institution nous permettrait d'accepter, avec une légère variante, le dernier projet du gouvernement (projet Picquart) : une Cour d'assises composée d'un jury militaire comme dans le projet, et d'un tribunal recruté non plus parmi les conseillers de la Cour d'appel, mais parmi les conseillers de justice militaire.

Au correctionnel le magistrat qui siégerait assisté, de deux assesseurs militaires en première instance, et de quatre en appel serait emprunté non au tribunal civil ou à la Cour, mais au corps de justice militaire.

Les juges d'épée n'auraient à subir aucun amoindrissement, présidés qu'ils seraient par un collègue de rang égal ou supérieur au leur, mais mieux désigné par sa spécialité pour remplir les fonctions qui lui seraient dévolues.

103. — Nous avons dit plus haut tout le bien que nous pensions de la substitution des commissions d'instruction au général en chef en ce qui concerne la clôture de l'instruction ; nous ne croyons pas avoir besoin d'y revenir (1).

..

104. — La question de la suppression ou du main-

1. Voyez *supra*, n° 77.

tien de l'information préalable peut se poser aussi bien en cas de réforme qu'en cas de maintien des institutions actuelles. L'information préalable est un acte extrinsèque à la poursuite, nous pourrions dire extrajudiciaire, en prenant le mot « judiciaire » au sens large ; elle pourrait donc survivre à la suppression d'une juridiction dont elle précède les investigations.

Lorsqu'un crime ou délit est commis au corps et qu'un soldat est soupçonné d'en être l'auteur, on arrête le délinquant présumé, et un officier de police judiciaire lui fait subir un premier interrogatoire. Cet officier de police judiciaire quel est-il ? un capitaine, lieutenant, ou même sous-lieutenant délégué par le colonel (1) ; un sous-officier nommé également par le colonel lui est adjoint comme greffier. Le commandant de la compagnie fait un rapport et l'instruction préparatoire suit son cours. Elle fait les premières constatations, entend les témoins, réunit les pièces et documents ; pénètre, si besoin est, en le demandant à l'autorité civile qui est tenue de l'accorder, dans les établissements civils, et avec l'assistance du juge de paix, du maire, ou du commissaire de police, dans le domicile des particuliers (2).

Pendant cette période de l'information préparatoire, l'inculpé n'est pas sous la main de la justice,

1. Lettre ministérielle du 26 septembre 1887.

2. C. J. M. Art. 89-91.

il n'y sera que lorsque le général commandant la circonscription aura délivré l'ordre d'informer (1).

Cette enquête préalable n'est pas spéciale à la justice militaire : elle s'impose également à la justice de droit commun. Le ministère public ne peut pas, sitôt qu'il a connaissance d'une infraction, requérir sur le champ sans renseignements préalables, une instruction, ou lancer une citation directe. Il fait prendre des renseignements, recevoir même des déclarations de la personne incriminée, par le juge de paix, par le commissaire de police, par la gendarmerie.

Jusqu'à la loi du 8 décembre 1897, cela avait paru la chose la plus naturelle et la plus raisonnable. Après la loi de 1897, des scrupules s'élevèrent, et la question, après la loi du 15 juin 1899 qui déclarait applicables aux justiciables des conseils de guerre les dispositions essentielles de la loi de 1897, se trouva transportée pour partie sur le terrain des justices militaires.

La disposition essentielle de la loi du 8 décembre 1897 c'est la présence de l'avocat à tous les interrogatoires de son client. Or au cours de l'enquête préalable cette règle tutélaire est éludée. Devant un expert commis par le parquet, devant un commissaire de police, devant l'officier délégué s'il s'agit d'une affaire militaire, l'inculpé comparaît seul, exposé à se

1. Oudin, *op. cit.*, p. 14 Pernot, *op. cit.*, p. 86.

compromettre par des déclarations imprudentes, dont on peut contester la valeur légale, mais dont la valeur morale pèsera lourdement sur l'information officielle.

Lorsque le bénéfice de la loi de 1897 fut étendu par la loi de 1899 aux affaires militaires, on se posa la question de savoir à quel moment, en cette matière, commençait l'instruction et par conséquent à quel moment le défenseur devait entrer en scène.

Cela fit, lors de la discussion de la loi de 1899 au Sénat, l'objet d'une courte discussion entre MM. Bérenger, de Freycinet et Jean Dupuy (ce dernier, rapporteur de la loi); et il fut bien précisé que l'information préalable n'était qu'une enquête administrative, et que la loi de 1897 ne s'appliquerait pas avant l'ordre d'informer donné par le chef de corps (1).

Il n'est pas douteux que le jeu de la loi de 1897 est faussé par l'usage de l'information préalable. C'est vrai devant toutes les juridictions répressives. C'est plus grave en matière militaire, parce que l'enquête officieuse est appliquée non pas seulement en matière correctionnelle mais en matière criminelle.

On peut se demander ce qui adviendrait de cette enquête si le dernier projet du gouvernement (projet Picquart) était voté par les Chambres.

Rappelons-nous que le projet du gouvernement

1. Dalloz, 1899, 4. 72.

distingue deux ordres d'infractions : les infractions de droit commun qui échappent entièrement aux juridictions militaires ; et les infractions militaires, « le résidu », dont la connaissance est attribuée à une juridiction hybride dans laquelle les officiers conservent une part d'influence que le projet de la commission essaie de leur arracher.

Quelles sont les dispositions du projet Picquart en ce qui concerne l'instruction des affaires composant ce résidu ? Ces dispositions figurent dans les alinéas 3 et 5 de l'article 29 du projet :

Alinéa 3 : « S'il s'agit des infractions prévues ou réprimées par les articles 291, 292, etc., du Code pénal, elles ne pourront être contestées que par les officiers de police judiciaire militaire ou maritime ci-dessus spécifiés (c'est-à-dire les officiers de police judiciaire militaire ou maritime dénommés aux articles 84 et 85 de la loi du 9 janvier 1857).

Alinéa 5 : « Hors le cas de flagrant délit, les faits énoncés dans les deux paragraphes ci-dessus (donc ceux énumérés à l'alinéa 3) ne pourront être poursuivis que sur une plainte adressée au procureur de la République par le général commandant le corps d'armée ou le préfet maritime. Les ministres de la guerre ou de la marine pourront toujours exercer directement le droit de plainte. »

Si donc, dans une mesure fort restreinte, les juridictions militaires subsistent en tant que juridictions

de jugement, elles disparaissent complètement en tant que juridictions d'instruction.

Ce point est souligné dans le rapport de M. Labori : « Les parquets militaires, et ce n'est certes point un des moindres avantages du projet que nous vous soumettons, seront supprimés. Même pour les infractions militaires c'est le procureur général qui dirigera les poursuites. L'instruction aura lieu conformément au Code d'instruction criminelle (1). »

Il est donc bien clair que l'instruction officielle échappe entièrement à l'autorité militaire, mais ne pourrait-on pas considérer l'information préalable comme maintenue par l'alinéa 3 de l'article 29. Le projet du gouvernement étant peu explicite sur ce point, la commission a cru devoir, dans l'article 15 de son contre-projet, préciser le rôle de l'autorité militaire :

« Les généraux commandant les circonscriptions territoriales, les préfets maritimes, les commandants d'armes et majors de garnison, les chefs de corps, de dépôt ou de détachement, les chefs de service, chacun dans sa circonscription, peuvent, en cas d'urgence, constater, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un officier délégué à cet effet, les infractions commises par des militaires, mais sous la réserve expresse d'en aviser immédiatement le procureur de la République chargé de la poursuite. »

1. Rapport Labori, p. 42.

Et M. Labori nous donne lui-même le commentaire du texte : « Cet article a été rédigé dans le dessein unique de faciliter le rôle ultérieur de la police judiciaire civile, laquelle est en principe seule compétente.

« On conçoit, en effet, qu'il y a des preuves qui doivent être recueillies d'urgence, et qui pourraient avoir disparu lors de l'arrivée de la police judiciaire.

« Ces constatations urgentes doivent être faites soit par le chef de corps ou de service, soit par un officier sous ses ordres délégué à cet effet, et sous l'expressse réserve d'aviser immédiatement le procureur de la République chargé de la poursuite. Dès ce moment, ce magistrat utilisera exclusivement la police judiciaire placée sous ses ordres.

« L'autorité civile peut se trouver dans la nécessité de pénétrer dans un établissement militaire ou maritime pour constater un crime ou un délit. Cet article dispose que des réquisitions doivent être adressées par elle à l'autorité militaire ou maritime, qui est tenue d'y déférer. De cette manière chaque pouvoir reste dans son domaine naturel et légal (1). »

105. — Il résulte de ces explications que : l'information préalable ne disparaît pas entièrement, et ce qui la maintient, en matière militaire comme en toute autre matière, c'est l'impossibilité de s'en passer.

1. Rapport Labori, p. 18 et 19.

Nous sommes assez surpris d'ailleurs qu'on n'ait pas trouvé le moyen de concilier, d'une manière générale, l'information préalable avec la loi de 1897. Il suffirait d'avertir l'inculpé, auquel on donnerait connaissance des faits relevés contre lui, qu'il n'est pas obligé de répondre : ce serait à lui de voir s'il lui convient de faire des déclarations spontanées.

∴

106. — Toutes ces nouveautés inspirées par un esprit d'antimilitarisme qu'on cherche à peine à déguiser pourraient se résumer en une formule imagée que nous avons rencontrée dans quelques monographies : « l'introduction du commissaire de police à la caserne. »

M. Labori reproduisant un interview de M. Clemenceau, fait dire au président du conseil : « J'ai estimé que, tant que nous aurions une armée, c'est un sacrifice auquel il faudra nous résigner que d'avoir ces tribunaux spéciaux pour juger des délits et des crimes qui sont vraiment spéciaux (1). »

Des tribunaux spéciaux soit, mais des simulacres de tribunaux spéciaux, des fantômes de juridictions militaires, cela suffit-il pour maintenir l'existence d'une armée, et n'est-il pas à craindre qu'à des simulacres de justice militaire corresponde quelque jour

1. Rapport Labori, p. 9.

un simulacre de discipline et par suite un simulacre d'armée ?

107. — Un mot encore : Au moment où l'on veut supprimer la justice militaire, est-ce bien le moment de toucher à la répression disciplinaire, et d'enlever aux sous-officiers, même aux officiers d'un grade inférieur à celui de capitaine, le droit d'infliger des punitions qui, après tout, n'ont rien de bien terrible.

Serait-ce un paradoxe de soutenir qu'au lieu de s'amollir en même temps que la répression pénale, la répression disciplinaire doit s'affermir en raison directe de l'atténuation de la répression pénale.

L'armée est un grand collège ; et dans un collège les élèves se dissiperaient trop facilement à l'étude si les punitions ne pouvaient être infligées que par le proviseur ou le censeur.

Ce n'est là, du reste, qu'une question en marge de notre matière et nous ne voulons pas y insister. Remarquons toutefois que grandes et petites réformes sont inspirées par le même esprit, et qu'au fond de toute cette campagne contre les institutions qui assurent le maintien de la discipline dans l'armée, il y a plus d'antimilitarisme que ne le suppose un bon nombre de ceux qui y prennent part.

Ces institutions sont-elles devenues moins nécessaires parce que l'armée s'est faite plus démocratique ? Nous avons sous les yeux, et nous ne pouvons

nous empêcher de méditer cette phrase d'un discours du duc d'Aumale : « Les armées de Scipion étaient plus disciplinées que celles de César (1). ».

Une simple réflexion : si les nécessités du service militaire devaient respecter complètement les droits du citoyen, pourquoi empêche-t-on les militaires de voter pendant leur présence sous les drapeaux ? Et pourquoi refuse-t-on l'éligibilité aux officiers ou soldats en activité de service ?

1. Discours prononcé en 1875 à la distribution des prix du collège de Beauvais.

CONCLUSION

108. — Résumant la discussion à laquelle nous venons de nous livrer, nous allons essayer de poser les conclusions qui s'en dégagent.

1° Une distinction fondamentale doit être établie entre le temps de paix et le temps de guerre. Notre législation militaire devrait, en principe, être maintenue intégralement pour le temps de guerre, sauf quelques modifications de détail dont l'examen sortirait de notre sujet. Toutes les modifications énumérées ci-après seraient exclusivement applicables au temps de paix (1).

2° Les peines édictées par le code de justice militaire ne sont plus en harmonie avec les institutions actuelles, elles doivent être atténuées, avec cette réserve que leur atténuation ne saurait aller jusqu'à l'éternement de la répression, alors que les doctrines antimilitaristes enseignent comme un dogme la désobéissance aux chefs, et sont accueillies avec beaucoup

1. *Contra*, proposition Vaillant.

trop de faveur par une partie des jeunes gens appelés à former le contingent annuel.

3° Il n'y a pas lieu de retirer aux officiers subalternes, aux sous-officiers, caporaux ou brigadiers le droit d'infliger des punitions disciplinaires n'excédant pas quatre jours de consigne ou deux jours de salle de police.

4° Les crimes ou délits de droit commun commis par des militaires ou marins doivent être déférés aux juridictions de droit commun; en ce cas les délinquants doivent être mis par l'autorité militaire, soit spontanément, soit sur réquisition, à la disposition du procureur de la République.

5° Lorsqu'il serait nécessaire de procéder à une opération de justice dans des locaux militaires, cette opération devrait être confiée par voie de commission rogatoire par le juge d'instruction à un magistrat militaire (fonction à créer d'après le type adopté dans plusieurs pays étrangers) (1).

6° Les crimes et délits militaires continueraient à être jugés par les conseils de guerre qui seraient formés: *a* d'une cour composée de trois magistrats mili-

1. Dans cet ordre d'idées nous avons contre nous tous les projets et toutes les propositions de loi.

taires ; *b* d'un jury d'officiers et de sous-officiers dont la composition varierait suivant le grade de l'inculpé. La question de culpabilité et des circonstances soit aggravantes, soit atténuantes serait résolue par le jury comme à la cour d'assises, et la cour appliquerait la peine.

7° En ce qui concerne les délits spéciaux dont la connaissance est réservée aux conseils de guerre l'information sera faite par un conseiller de justice militaire, et la mise en jugement ordonnée par une commission composée de conseillers de justice militaire (commission d'accusation).

Les idées que nous exprimons ici n'ont rien de personnel. La théorie qu'elles constituent procède d'une sélection : toutes nos solutions sont empruntées soit aux propositions émanant de l'initiative parlementaire, soit aux projets successivement présentés par le gouvernement (Galliffet, André-Monis, André-Vallé, Berteaux, Picquart).

Les projets antérieurs au projet Picquart sont-ils frappés de caducité par la dernière expression officielle de la pensée gouvernementale ? C'est à craindre, mais nous ne voulons pas désespérer : *contra spem in spem !*

Quelques-unes de leurs dispositions pourraient être reprises par voie d'amendements, soit par des députés, soit par des membres de la Chambre haute. Avec

quel sang-froid seront-elles discutées ? Seront-elles étudiées avec impartialité ou repoussées de parti pris ?

Tant que la question restera ouverte, c'est le devoir des hommes qui, sans considérer les conseils de guerre comme intangibles, les tiennent pour un élément de la discipline, pour une force nationale qu'il ne faut pas détruire à la légère, de montrer avec insistance ce qui, dans notre législation militaire, et spécialement dans la compétence des juges d'épée, mérite d'échapper au naufrage.

Mais que nous sommes loin du temps où, en 1898, M. l'avocat général Meynieux, qui avait pris pour sujet de son discours de rentrée « la réforme des conseils de guerre » terminait son éloquente péroration par cette citation empruntée à un roman d'Anatole France (1) : « L'armée c'est la sécurité et c'est l'espérance ; c'est aussi l'école du devoir. » M. l'avocat général Meynieux n'avait pas laissé dans l'ombre les critiques qui pouvaient être adressées à la composition et à la compétence des conseils de guerre ; il sollicitait avec insistance toutes les réformes qui sont entrées depuis dans le domaine des faits accomplis : il réclamait celles qui sont aujourd'hui concédées par presque tout le monde. Mais au-dessus de celles qui lui semblaient dictées par un esprit d'imprudence

1. *Le mannequin d'osier.*

et d'hostilité systématique, il faisait planer l'intérêt supérieur de la discipline et de la sécurité nationale.

Puissent les paroles qui avaient dans sa bouche le caractère d'une défense des conseils de guerre, ne pas devenir dans un avenir prochain le dernier mot de leur oraison funèbre !

Vu : le Président de la thèse,
SAUZET

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

TABLE

	Pages
AVANT-PROPOS	5
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Les justices militaires avant</i>	
<i>1899</i>	9
CHAPITRE I. — Historique des conseils de guerre. . .	9
CHAPITRE II. — Organisation actuelle de la justice mili- taire.	19
CHAPITRE III. — Critique de la législation actuelle. .	32
CHAPITRE IV. — Aperçu des législations étrangères. .	52
DEUXIÈME PARTIE. — <i>La campagne contre les con-</i>	
<i>seils de guerre</i>	67
CHAPITRE I. — Aspect d'ensemble	67
<i>Section I.</i> — Propositions de loi	75
§ I. — Proposition Massé	75
§ II. — Proposition Vaillant	77
§ III. — Proposition Messimy-Maujan. . . .	80
§ IV. — Proposition Trouin et Chanoz. . . .	81
§ V. — Proposition Drelon.	86
<i>Section II.</i> — Projets du gouvernement	91
§ I. — Projet de Galliffet	92
§ II. — Projet André-Monis	94
§ III. — Projet André-Vallé	99
§ IV. — Projet Berteaux.	105
§ V. — Projet Picquart.	108

<i>Section III.</i> — De l'instruction des crimes et délits commis par les militaires ou marins. . .	132
CHAPITRE II. — Discussion des projets et propositions de loi sur la réforme ou la suppression des conseils de guerre	143
CONCLUSION	164

